



INSTRUCTION CODIFICATRICE

N° 06-016-K1-P-R du 6 mars 2006

NOR : BUD R 06 00016 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

SYSTÈME D'ANNONCES POUR LA DIRECTION DU TRÉSOR

ANALYSE

1^{ère} Mise à jour du Titre 1 : Le message SAT, système d'annonces pour la Direction du Trésor

Date d'application : 06/03/2006

MOTS-CLÉS

ÉPARGNE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ; COMPTABILITÉ ;
AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE ; DIRECTION DU TRÉSOR ;
BANQUE DE FRANCE ; COMPTE DE DISPONIBILITÉ

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction codificatrice n° 99-075-K1-P-R du 1^{er} juillet 1999

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPGR	TPG	TGAP	TGE	DOM	COM	CSOM	RF	T	TGCST

DIFFUSION

GT 11

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6B

3^{ème} Sous-direction - Bureau 3D

99 00 3073

PRÉAMBULE

En 1999, la Direction générale de la comptabilité publique a mis en place un système d'annonces de trésorerie, SAT, qui a pour vocation d'informer l'Agence France Trésor (AFT), chargée de la gestion de la trésorerie de l'État, des mouvements financiers appelés à se dénouer sur le compte pivot du Trésor à la Banque de France dans un horizon de court terme.

À partir de cette information, l'Agence France Trésor est en mesure de déterminer avec davantage de précision, la veille au soir, le solde prévisible du compte du Trésor à la Banque de France, sur la base duquel elle pourra réaliser ses placements de trésorerie aux meilleurs taux.

La gestion du compte du Trésor à la Banque de France conduite par l'AFT a pour objectif principal de permettre à l'État de faire face, à tout moment et en toutes circonstances, à ses obligations financières. Elle doit par ailleurs s'exercer en évitant toute situation débitrice du compte du Trésor en fin de journée, conformément à l'obligation fixée par l'article 101 du traité instituant la Communauté européenne, déclinée en droit interne par la loi du 4 août 1993 modifiée, relative au statut de la Banque de France.

Cette mission de gestionnaire de la trésorerie de l'État s'est modernisée, s'inscrivant dans une stratégie d'ensemble de réforme de l'État et obéissant au souci de minimiser ses coûts dans l'intérêt du contribuable.

Grâce au système SAT, le réseau du Trésor public s'inscrit au cœur du dispositif de remontée de l'information nécessaire à la gestion de la trésorerie de l'État et participe significativement aux progrès réalisés en ce domaine.

Le système d'annonces de trésorerie se compose de deux messages d'information : le « message SAT » proprement dit et le « message TELEMAT » qui collecte les mouvements financiers exécutés par les comptables du Trésor au titre de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS).

La présente instruction met à jour l'instruction codificatrice n° 99-075-K1-P-R du 1^{er} juillet 1999, dans sa première partie relative aux seules opérations régaliennes (message SAT), qu'elle complète des modifications apportées au dispositif depuis cette date, telles l'extension de SAT aux départements d'Outre-mer, les nouvelles procédures de préannonce des virements d'un montant unitaire supérieur ou égal à un million d'euros, ainsi que l'abandon de la saisie et du suivi des annonces dans l'application SAT des chèques remis à l'encaissement.

Concernant cette dernière évolution, aucune maintenance ne sera effectuée dans l'immédiat. Il appartiendra à chaque Trésorerie Générale de veiller à ce que les comptables du département n'effectuent plus cette saisie.

Elle intègre, par ailleurs, les éléments constitutifs d'une démarche qualité développée afin de :

- fournir au bénéficiaire du message SAT, soit l'Agence France Trésor, des annonces fiables et exhaustives ;
- organiser les relations entre le Trésor public et l'Agence France Trésor afin de permettre un échange rapide d'informations en cas de difficultés particulières, notamment grâce à la désignation d'un correspondant local.

Le texte de cette instruction renvoie, pour les thèmes qui nécessitent un développement plus détaillé, à des fiches de procédures présentées en annexe.

Toutes difficultés éventuelles d'application devront être signalées à la Direction générale, sous le présent timbre.

Le présent titre se substitue au titre 1 de l'instruction codificatrice n° 95-075-K1-P-R du 1^{er} juillet 1999.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6^{ÈME} SOUS-DIRECTION

DAVID LITVAN

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	2
TITRE 1 LE MESSAGE SAT, SYSTÈME D'ANNONCES DE TRÉSORERIE POUR L'AGENCE FRANCE TRÉSOR	4
CHAPITRE 1 - LA GESTION DE LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT	5
1. LES ACTEURS	5
1.1. Le rôle du réseau du Trésor public	5
1.2. Le rôle de l'Agence France Trésor	5
2. LES OBJECTIFS D'UNE GESTION ACTIVE DE LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT	5
2.1. L'enjeu de la réduction du solde en fin de journée du compte du Trésor à la Banque de France.....	5
2.2. Une utilisation optimisée des instruments de gestion de la trésorerie	6
CHAPITRE 2 - LE SYSTÈME D'ANNONCES DE TRÉSORERIE SAT, UN OUTIL ESSENTIEL DE LA GESTION DE LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT.....	7
1. MISE EN PLACE DE SAT	7
2. LES CARACTÉRISTIQUES DE L'APPLICATION SAT.....	7
2.1. L'application SAT n'est pas un système de prévision.....	7
2.2. L'application SAT n'est pas un système comptable.....	8
2.3. L'application SAT est un système d'annonces	8
CHAPITRE 3 - ÉCONOMIE GÉNÉRALE DU SYSTÈME D'ANNONCES DE TRÉSORERIE	9
1. CARACTÉRISTIQUES ET ARCHITECTURE DU SYSTÈME D'ANNONCES DE TRÉSORERIE	9
1.1. Les comptables concernés	9
1.1.1. Les comptables directs du Trésor	9
1.1.2. Le cas particulier de l'Agence comptable de la Direction des grandes entreprises.....	9
1.2. Les opérations concernées	10
1.2.1. Le volet automatisé du message SAT	10
1.2.2. Le volet transactionnel du message SAT	10
1.2.3. Opérations ne faisant pas l'objet d'une annonce dans SAT	10
1.3. Gestion des codes flux et des délais de règlement dans SAT.....	10
1.3.1. La valorisation des codes flux affectés aux différentes natures d'opérations	10
1.3.2. La gestion des codes flux dans l'application SAT	11

1.3.3. La gestion des dates de valeur dans l'application SAT	11
2. LA CONFECTION DU MESSAGE SAT	11
2.1. L'annonce transactionnelle dans SAT	11
2.1.1. Les comptes concernés et la gestion des profils	11
2.1.2. L'annonce transactionnelle des virements de gros montant.....	11
2.2. L'annonce automatisée dans l'application SAT	12
2.3. Les traitements effectués par les départements informatiques	12
2.4. La confection du message SAT par l'Infocentre national INCA	12
3. LES RESTITUTIONS DES INFORMATIONS AU PLAN RÉGIONAL ET DÉPARTEMENTAL	12
3.1. En trésorerie générale de région	12
3.2. En trésorerie générale de département.....	12
CHAPITRE 4 - LA MISE EN OEUVRE D'UNE DÉMARCHÉ QUALITÉ RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME SAT	14
1. LES ENGAGEMENTS DE PILOTAGE	14
2. LES ENGAGEMENTS D'ORGANISATION	14

LISTE DES ANNEXES TITRE 1

ANNEXE N°1 : Fiche de procédure 1	15
ANNEXE N° 2 : Fiche de procédure 2.....	18
ANNEXE N° 3: Fiche de procédure 3	21
ANNEXE N° 4 : Fiche de procédure 4.....	23
ANNEXE N° 5 : Fiche de procédure 5.....	24
ANNEXE N° 6 : Fiche de procédure 6.....	26
ANNEXE N° 7 : Fiche de procédure 7.....	27

TITRE 2 LE MESSAGE TÉLÉMAC, SYSTÈME D'ANNONCES POUR L'ACOSS ET LA DIRECTION DU TRÉSOR30

CHAPITRE 1 LES RAISONS DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'ANNONCES POUR L'AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE ET LA DIRECTION DU TRÉSOR 31

1. LA GESTION COMMUNE DE LA TRÉSORERIE DU RÉGIME GÉNÉRAL DE SÉCURITÉ SOCIALE	31
1.1. L'architecture du dispositif de gestion commune de la trésorerie du régime général.....	31
1.2. Le rôle de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale	32

2.	LA TENUE PAR LES COMPTABLES SUPÉRIEURS DU TRÉSOR DES SUBDIVISIONS TERRITORIALES DU COMPTE UNIQUE DE DISPONIBILITÉS COURANTES DE L'ACOSS	32
2.1.	L'architecture des comptes ressortissant à la tenue des subdivisions territoriales de l'ACOSS au plan local	33
2.2.	L'intervention des comptables du Trésor dans l'exécution des opérations au plan local	33
2.2.1.	La subdivision territoriale du compte unique de disponibilités courantes de l'ACOSS	33
2.2.1.1.	Des opérations débitrices	33
2.2.1.2.	Des opérations créditrices	33
2.2.2.	LES COMPTES SPÉCIAUX D'EXÉCUTION	34
2.2.2.1.	Des opérations débitrices	34
2.2.2.2.	Des opérations créditrices	34
3.	LA NÉCESSITÉ DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'ANNONCES POUR LE GESTIONNAIRE DE LA TRÉSORERIE DU RÉGIME GÉNÉRAL.....	34
4.	LA NÉCESSITÉ DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'ANNONCES POUR LE GESTIONNAIRE DE LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT.....	34
	CHAPITRE 2 LES OPÉRATIONS ÉLIGIBLES AU MESSAGE TÉLÉMAC.....	36
1.	LA VALORISATION DU MESSAGE TÉLÉMAC EN POSTE COMPTABLE NON CENTRALISATEUR.....	36
1.1.	Les comptables du Trésor concernés	36
1.2.	Les opérations concernées	36
1.3.	Les conditions de traitement des données financières éligibles au message Télémac	36
1.3.1.	Périodicité, contenu et rectifications des messages Télémac	36
1.3.1.1.	Périodicité des messages Télémac	36
1.3.1.2.	Contenu des messages Télémac	37
1.3.1.3.	Rectifications des messages Télémac	37
1.3.2.	Modalités de valorisation du message Télémac en fonction de l'activité du poste comptable	37
1.3.2.1.	En poste comptable assurant le service financier des collectivités et établissements publics locaux	37
1.3.2.2.	Procédure de versement à échéance des cotisations sociales d'un établissement public de santé	38
2.	LA VALORISATION DU MESSAGE TÉLÉMAC PAR LES COMPTABLES SUPÉRIEURS DU TRÉSOR GESTIONNAIRES D'UNE SUBDIVISION TERRITORIALE DU COMPTE DE L'ACOSS	38
2.1.	Les comptables supérieurs du Trésor concernés	38
2.2.	Les opérations concernées	39
2.2.1.	Les recettes versées par le réseau des comptables des Douanes	39
2.2.2.	Les recettes recouvrées par le réseau du Trésor Public	39

2.2.3. Les cotisations sociales maladie des agents titulaires de l'État (y compris la CSG et la CRDS décomptées sur les traitements)	39
2.3. Contenu et rectification du message Télémac	39
2.3.1. Contenu du message Télémac	39
2.3.2. Rectification du message Télémac	40
2.4. Traitement particulier des opérations en Recettes des Finances	40
2.4.1. En Recettes des Finances non renouvelées gestionnaires d'une ligne territoriale de l'ACOSS	40
2.4.2. En Recettes des Finances renouvelées gestionnaires d'une ligne territoriale de l'ACOSS.....	41
2.4.3. Cas particulier du département de la Marne.....	41
CHAPITRE 3 CONTRÔLE ET RESTITUTIONS DES INFORMATIONS	42
1. LE CONTRÔLE DES DONNÉES CENTRALISÉES QUOTIDIENNEMENT AU PLAN NATIONAL	42
2. RESTITUTIONS ET CONTRÔLE DES INFORMATIONS AU PLAN REGIONAL ET DEPARTEMENTAL	42
2.1. En Trésorerie Générale de région	42
2.2. En Trésorerie Générale de département	42
2.2.1. Contrôle des lignes du message Télémac relatives au versement des cotisations sociales du secteur public	43
2.2.2. Contrôle des autres rubriques du message Télémac	43

LISTE DES ANNEXES DU TITRE 2

ANNEXE N° 1 : Modernisation des modalités d'échange des moyens de paiement automatisés : dissociation des flux télématiques et des flux comptables	44
ANNEXE N° 2 : Liste départementale de la codification des postes comptables	45
ANNEXE N° 3 : Notification directe au Bureau A1 de la Direction du Trésor des opérations de trésorerie de montant unitaire égal ou supérieur à 50 millions de francs.....	46
ANNEXE N° 4 : Application SAT : transfert des informations à la Direction du Trésor	47
ANNEXE N° 5 : Délais horaires devant être respectés dans le cadre du dispositif d'annonces.....	48
ANNEXE N° 6 : Grille de saisie d'un message SAT en poste comptable centralisateur	49
ANNEXE N° 7 : Grille de saisie d'un message SAT à la Recette Générale des Finances de Paris	55
ANNEXE N° 8 : Saisie des remises de chèques en poste comptable centralisateur.....	61
ANNEXE N° 9 : Grille de saisie des opérations de trésorerie des correspondants en poste comptable centralisateur.....	62
ANNEXE N° 10 : Grille de saisie d'un message SAT en poste comptable non centralisateur	65
ANNEXE N° 11 : Grille de saisie d'un message SAT en Recette des Finances renouvelée.....	68
ANNEXE N° 12 : Synthèse régionale des mouvements BDF - Message SAT	73

ANNEXE N° 13 : Bilan départemental des mouvements BDF - Message SAT	74
ANNEXE N° 14 : Liste départementale des postes comptables absents	76
ANNEXE N° 15 : Régime général de Sécurité sociale : une organisation verticale	77
ANNEXE N° 16 : Organisation schématique d'une ligne territoriale du compte unique de disponibilités courantes de l'ACOSS.....	78
ANNEXE N° 17 : Mouvements financiers affectant la tenue d'une ligne territoriale ACOSS en Trésorerie Générale.....	79
ANNEXE N° 18 : Grille du message Télémac servie en poste comptable non centralisateur	80
ANNEXE N° 19 : Grille de saisie de certaines recettes fiscales éligibles au message Télémac en Trésorerie Générale.....	86
ANNEXE N° 20 : Grille de saisie des cotisations sociales de l'Etat employeur en Trésorerie Générale	92
ANNEXE N° 21 : Synthèse régionale des mouvements notifiés à l'ACOSS - Message Télémac.....	98
ANNEXE N° 22 : Synthèse départementale des mouvements notifiés à l'ACOSS - Message Télémac.....	100

TITRE 1

**LE MESSAGE SAT, SYSTÈME
D'ANNONCES DE TRÉSORERIE
POUR L'AGENCE FRANCE TRÉSOR**

CHAPITRE 1 - LA GESTION DE LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT

1. LES ACTEURS

1.1. LE RÔLE DU RÉSEAU DU TRÉSOR PUBLIC

Les comptables du Trésor occupent une place centrale dans le maniement des fonds de l'État, des collectivités locales et des correspondants (établissements publics).

Ils sont ainsi à l'origine de la totalité des opérations de dépense et de la majeure partie des opérations de recette affectant le compte de l'État à la Banque de France. Seuls les virements reçus et les chèques remis à l'encaissement par les recettes des administrations financières ne relèvent pas de leur initiative.

De par cette situation, le réseau du Trésor public est un acteur irremplaçable dans le dispositif de gestion de la trésorerie de l'État, notamment grâce à sa connaissance étendue des différents flux financiers appelés à affecter le compte du Trésor à la Banque de France.

1.2. LE RÔLE DE L'AGENCE FRANCE TRÉSOR

L'Agence France Trésor a été juridiquement mise en place par un arrêté du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie du 8 février 2001. Il s'agit d'un service à compétence nationale de la Direction Générale du Trésor et de la Politique Économique (DGTPE), placé sous l'autorité du Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Elle a pour mission d'assurer la gestion de la dette et de la trésorerie de l'État au meilleur coût et avec une sécurité optimale. Elle veille à ce que l'État soit à tout instant en mesure de faire face à ses engagements en respectant les normes communautaires relatives au solde du compte de l'État.

À cette fin, l'Agence France Trésor établit des prévisions de trésorerie, définit une stratégie d'endettement et effectue la gestion opérationnelle de la dette (adjudications, réalisation des achats, rachats et swaps) et de la trésorerie de l'État.

Par ailleurs, elle analyse les possibles implications de la conjoncture économique et financière et des politiques budgétaires et monétaires sur les marchés de taux d'intérêt.

2. LES OBJECTIFS D'UNE GESTION ACTIVE DE LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT

2.1. L'ENJEU DE LA RÉDUCTION DU SOLDE EN FIN DE JOURNÉE DU COMPTE DU TRÉSOR À LA BANQUE DE FRANCE

En vertu du principe de l'unité de caisse défini par le décret du 29 décembre 1962, l'ensemble des ressources financières de l'État constituant sa trésorerie est déposé sur un compte courant unique domicilié au siège de la Banque de France. Outre les avoirs de l'État, sont aussi déposés sur le compte du Trésor les fonds des correspondants définis à l'article 118 du décret du 29 décembre 1962.

Les comptes d'opérations des comptables publics dans les DOM sont ouverts dans les livres de l'IEDOM. Ils sont centralisés sur le compte courant du Trésor tenu par l'IEDOM dont le solde est quotidiennement nivelé, à bonne date de valeur, vers le compte courant du Trésor à la Banque de France.

La consolidation des comptes d'opérations des comptaibles publics de métropole et du compte courant du Trésor à l'Institut d'Émission des Départements d'Outre-mer (IEDOM) donne la position du compte du Trésor, tenu en euros, au siège de la Banque de France. Conformément à l'article 101 du Traité modifié instituant la Communauté européenne, ce compte doit toujours présenter un solde positif, les banques centrales ne pouvant « autoriser des découverts ou accorder tout autre type de crédit aux États membres ».

Cependant, un compte trop élevé n'est pas le signe d'une bonne gestion des deniers publics. Un arbitrage doit être opéré en permanence entre la rémunération du compte offerte par la Banque de France et les taux obtenus sur le marché financier. Cet arbitrage conduit le plus souvent l'Agence France Trésor à placer les excédents provisoires de trésorerie au-delà d'une encaisse de précaution laissée sur le compte.

En application des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances du 1^{er} août 2001, l'Agence France Trésor a pris un double engagement, inscrit dans le programme « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État » de la loi de finances pour 2003 : en premier lieu, elle veille à réduire progressivement le niveau de l'encaisse de précaution laissée sur le compte du Trésor (100 millions d'euros en 2003, soit moins de 1 % des flux journaliers sur le compte du Trésor) afin de parvenir à la mise en place d'une gestion de la trésorerie de l'État aussi proche que possible de la trésorerie « zéro ». En second lieu, elle s'attache à obtenir une rémunération au moins égale à l'EONIA pour les excédents temporaires de trésorerie de l'État placés sur le marché monétaire.

La connaissance *ex ante*, grâce au message SAT, des mouvements financiers impactant le compte du Trésor doit permettre de réaliser ces objectifs.

2.2. UNE UTILISATION OPTIMISÉE DES INSTRUMENTS DE GESTION DE LA TRÉSORERIE

Les bons du trésor à taux fixe et à intérêt précompté (BTF) sont les instruments classiques dont dispose l'Agence France Trésor pour couvrir les besoins de trésorerie du compte pivot.

Cependant, afin de favoriser une gestion plus active de la trésorerie de l'État, l'Agence France Trésor a été autorisée, par différentes lois de finances, à utiliser des outils financiers plus modernes :

Pour couvrir les besoins de trésorerie :

- des mises en pensions de titres d'État depuis 1998,
- des emprunts auprès de certains Trésors étrangers depuis 1999,
- des emprunts à très court terme sur le marché interbancaire de l'euro auprès de partenaires financiers fiables, les « spécialistes en valeurs du Trésor », depuis 1999.

Pour placer les excédents ponctuels de trésorerie :

- des prises en pension de titres d'État depuis 1995,
- des dépôts auprès de certains Trésors étrangers depuis 1999,
- des dépôts sur le marché interbancaire de l'euro auprès des « spécialistes en valeurs du Trésor » depuis 1999.

L'utilisation de ces instruments doit se faire dans un souci de plus grande efficience, afin de contribuer à la maîtrise des finances publiques.

Ainsi, les émissions de BTF doivent être ajustées de manière à éviter un surfinancement de la trésorerie de l'État.

Les produits financiers générés par les placements de trésorerie effectués viennent atténuer la charge de la dette.

CHAPITRE 2 -

LE SYSTÈME D'ANNONCES DE TRÉSORERIE SAT, UN OUTIL ESSENTIEL DE LA GESTION DE LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT

1. MISE EN PLACE DE SAT

Afin de contribuer à la mise en œuvre d'une gestion active de la trésorerie de l'État, la Direction générale de la comptabilité publique a préparé au cours de l'année 1998, en liaison avec la Direction du Trésor, un dispositif de collecte et de centralisation des données relatives aux mouvements financiers devant intervenir sur le compte courant du Trésor dans des échéances de court terme allant de un à quelques jours.

La mise en place d'un tel système était d'autant plus indispensable que la modernisation des circuits de paiement s'est traduite par une accélération du dénouement des opérations financières sur le compte pivot du Trésor à la Banque de France.

Le Système d'Annonces de Trésorerie (SAT) ainsi créé est opérationnel, pour la métropole, depuis le 4 janvier 1999.

Le respect de l'interdiction de découvert du compte de l'État, édictée par l'article 101 du traité instituant la Communauté européenne, étant contrôlé au vu du solde global du compte du Trésor à la Banque de France, lequel retrace ses opérations financières en métropole et dans les DOM, le dispositif SAT a été totalement étendu aux DOM le 1er juillet 2003.

Par ailleurs, l'article 117 de la loi de finances pour 2004 a consacré l'obligation d'annonce préalable par les collectivités locales et leurs établissements publics des virements de gros montants qu'ils souhaitent émettre.

SAT doit permettre à l'Agence France Trésor de mettre en œuvre une politique de gestion fine et économe de la trésorerie de l'Etat en minimisant l'encaisse de précaution.

Il pallie les insuffisances du seul dispositif de prévision à moyen terme des opérations financières affectant le compte du Trésor.

En effet, sans système d'annonces préalables, les écarts entre réalisations et prévisions sont constatés le jour même et le plus souvent l'après-midi, c'est à dire à une période de la journée où les conditions de placement des excédents de trésorerie offertes à l'État sont moins avantageuses.

Un système d'annonces préalables tel que SAT permet un ajustement du compte en J-1 grâce notamment à la connaissance du montant exact des payes, des pensions, de l'impôt mensualisé ou bien encore des virements de gros montant des collectivités locales.

2. LES CARACTÉRISTIQUES DE L'APPLICATION SAT

2.1. L'APPLICATION SAT N'EST PAS UN SYSTÈME DE PRÉVISION

En effet, il ne s'agit pas dans l'application SAT d'annoncer une prévision de mouvements financiers (c'est à dire l'étude statistique de mouvements financiers constatés au cours de périodes antérieures, et dont la projection à court ou moyen terme permet d'estimer l'impact des flux financiers attendus sur le compte du Trésor à des dates déterminées), mais d'annoncer les montants devant effectivement affecter la position du compte pivot du Trésor à la Banque de France.

2.2. L'APPLICATION SAT N'EST PAS UN SYSTÈME COMPTABLE

L'application SAT ne produit pas d'écriture comptable, et n'est pas davantage impactée par les comptabilités générales et auxiliaires.

Ainsi, une erreur d'annonce décelée dans les données valorisées par les utilisateurs de l'application SAT est dépourvue de toute incidence sur la tenue de la comptabilité générale de l'État, ou des comptabilités auxiliaires.

De même, les discordances relevées en comptabilité générale et dans les comptabilités auxiliaires n'affectent en aucun cas la pertinence des données financières notifiées aux gestionnaires de la trésorerie de l'État.

En outre, le système d'annonces ne vise pas le même degré d'exactitude qu'un système comptable.

En effet, compte tenu de l'importance des montants en jeu, les mouvements financiers annoncés ne seront jamais ajustés au centime près soit au regard des opérations effectivement portées sur les relevés des comptes courants conventionnés ouverts dans les écritures de la Banque de France ou de l'IEDOM, soit par comparaison avec les écritures passées en comptabilité générale de l'État.

2.3. L'APPLICATION SAT EST UN SYSTÈME D'ANNONCES

L'application SAT a vocation à centraliser quotidiennement des informations financières représentatives des opérations exécutées par les comptables du Trésor en relation avec la Banque de France ou l'IEDOM.

Il pourra s'agir, selon le cas, d'émissions de VGM (virements de gros montant) ou bien encore de l'émission de l'ensemble des moyens de paiement dématérialisés de masse.

Ces données financières, centralisées au plan national, sont immédiatement restituées au gestionnaire de la trésorerie de l'État.

Tout l'intérêt du système d'annonces repose sur l'exploitation et la valorisation de données financières certaines, dont les comptables du Trésor ont connaissance à un moment donné.

CHAPITRE 3 - ÉCONOMIE GÉNÉRALE DU SYSTÈME D'ANNONCES DE TRÉSORERIE

1. CARACTÉRISTIQUES ET ARCHITECTURE DU SYSTÈME D'ANNONCES DE TRÉSORERIE

1.1. LES COMPTABLES CONCERNÉS

1.1.1. Les comptables directs du Trésor

Les comptables directs du Trésor de la métropole et des DOM sont concernés par le dispositif d'annonces SAT.

Les postes comptables appelés à mettre en œuvre le système d'annonces sont :

- la Recette Générale des Finances de Paris ;
- la Paierie Générale du Trésor ;
- les Départements Comptables Ministériels (DCM);
- l'ensemble des trésoreries générales ;
- les recettes des finances ;
- les postes comptables non centralisateurs ;
- les Centres d'encaissement;
- l'Agence comptable des services industriels de l'armement ;
- l'Agence comptable de la Direction des grandes entreprises, selon les conditions définies ci-après.

Les comptables de la Direction générale des douanes et des droits indirects, les comptables de la Direction générale des impôts, les comptables spéciaux du Trésor, et les comptables des budgets annexes ne sont pas concernés par le système.

1.1.2. Le cas particulier de l'Agence comptable de la Direction des grandes entreprises

La Direction des grandes entreprises (DGE) est, depuis le 1er janvier 2002, l'interlocuteur fiscal unique de près de 24 000 grandes entreprises (entreprises dont le chiffre d'affaires ou l'actif brut dépasse 400 millions d'euros et entreprises liées au précédent par des participations supérieures à 50%).

Elle constitue un guichet unique permettant aux entreprises de déposer leurs principales déclarations (TVA et BIC/IS) et de payer ces impôts (ainsi que la taxe professionnelle, la taxe sur les salaires et les taxes foncières) en un même lieu.

Compte tenu des montants élevés recouvrés par la Direction des grandes entreprises, il a été décidé d'intégrer l'ensemble de ses opérations dans des systèmes d'annonces, dont le système d'annonces de trésorerie.

Ainsi, la DGE est dotée de l'application PSAR qui produit un fichier à destination de SAT.

L'Agence comptable est dotée de l'application SAT pour la saisie transactionnelle des virements supérieurs ou égaux à un million d'euros.

L'Agence comptable dispose d'un profil de série caractéristique d'une trésorerie générale non gestionnaire d'une ligne territoriale ACOSS.

Les opérations effectuées par la DGE sont imputées sur le code flux 56.

1.2. LES OPÉRATIONS CONCERNÉES

Le message SAT est composé de deux volets :

1.2.1. Le volet automatisé du message SAT

L'ensemble des opérations issues des fichiers de moyens de paiement dématérialisés (CEP, PAY, PEZ, MEN et PSAR) est annoncé de façon automatique dans l'application SAT. Ces annonces constituent la partie automatisée du message SAT. Cette dernière est transparente pour les utilisateurs de l'application SAT.

1.2.2. Le volet transactionnel du message SAT

Les moyens de paiement non dématérialisés, c'est à dire les virements d'un montant unitaire supérieur ou égal à un million d'euros (saisis en transactionnel dans PTCLI) sont annoncés dans l'application SAT par une saisie transactionnelle des comptes.

Pour ces opérations, l'article 117 de la loi de finances pour 2004, et son décret d'application n° 2004-660 du 5 juillet 2004, consacrent, pour les collectivités locales et leurs établissements publics, l'obligation d'annonce préalable existant dans le cadre du dispositif SAT. L'AFT peut, si les circonstances l'exigent, demander au comptable le report d'une journée de l'exécution de l'opération n'ayant pas fait l'objet d'une annonce préalable de la part de la collectivité locale.

1.2.3. Opérations ne faisant pas l'objet d'une annonce dans SAT

Les virements reçus ne donnent pas lieu à une annonce dans l'application SAT. Ces opérations ne sont en effet connues des comptes du Trésor qu'à réception du (des) relevé(s) du (des) compte(s) courant(s) conventionné(s). Il en est de même des rejets d'opérations initiés par la Banque de France ou l'IEDOM.

En mars 2005, il a été décidé d'abandonner le suivi des annonces des chèques dans l'application SAT. En conséquence, ceux-ci ne doivent plus être annoncés par les comptables publics de métropole ou des DOM, quelle que soit la nature de l'opération et son montant, qu'il s'agisse d'une remise auprès de la Banque de France ou de l'IEDOM.

1.3. GESTION DES CODES FLUX ET DES DÉLAIS DE RÈGLEMENT DANS SAT

1.3.1. La valorisation des codes flux affectés aux différentes natures d'opérations

Chaque type d'opérations présentées à la Banque de France ou à l'IEDOM par les comptables du Trésor est imputé sur un compte correspondant à un code flux spécifique.

En effet, une gestion fine de la trésorerie de l'État implique de disposer d'éléments prévisionnels et donc de connaître, par nature de flux, le montant et la périodicité de ceux-ci :

- pour les comptables centralisateurs : chaque comptable dispose de six comptes courants conventionnés correspondant à l'ensemble des codes flux (50 à 54 et code flux 57) ;
- pour les recettes des finances : chaque comptable dispose d'un compte courant conventionné correspondant au code flux 54 et, au besoin, d'un compte courant conventionné correspondant au code flux 50; les recettes des finances fonctionnelles (municipales ou hospitalières) disposent toutes d'un compte courant conventionné correspondant au code flux 53 ;
- pour les postes comptables non centralisateurs : chaque comptable dispose de deux comptes courants conventionnés correspondant aux codes flux 50 « Trésor pur- Trésor » et 53 « Trésor pur - collectivités locales » dès lors que son activité est mixte, ou d'un seul de ces comptes quand son activité est spécialisée ;
- pour la Direction des grandes entreprises : seul le code flux 56 est utilisé.

☞ *Cas particulier des paies et pensions des DOM.*

Le circuit de ces opérations a été modifié à compter de mars 2005. Désormais, elles sont remises directement à la Banque de France et non plus à l'IEDOM, sous le code flux 158. Un compte courant a été ouvert spécialement pour ces opérations auprès de la Banque de France au nom du Trésorier-Payeur général de la Martinique et un autre pour celui de la Réunion, avec un code flux 158.

Les annonces sont effectuées sous le code flux 58, pour être parfaitement identifiées en cas de nécessité. (SAT n'admet que des codes flux à 2 chiffres).

1.3.2. La gestion des codes flux dans l'application SAT

Le traitement et la valorisation des codes flux dans l'application SAT sont transparents pour les utilisateurs.

En effet, l'application affectera automatiquement le code flux correspondant aux opérations portées dans chacune des différentes rubriques du message SAT, auxquelles les utilisateurs pourront avoir accès en fonction du compte courant conventionné sur lequel ces opérations sont affectées.

Il n'est donc jamais demandé à l'opérateur d'indiquer, en saisie transactionnelle, le code flux correspondant à une catégorie particulière d'opérations retracées dans le message SAT.

1.3.3. La gestion des dates de valeur dans l'application SAT

L'application SAT gère, de façon automatique et transparente pour l'utilisateur, les délais de règlement des différents moyens de paiement faisant l'objet de l'annonce.

Pour déterminer la date correcte de règlement, elle prend en compte divers éléments (type de moyen de paiement, situation géographique du poste par rapport au comptoir de la BDF, calendrier des paies, pensions et de la mensualisation...) dont une partie lui est indiquée lors du paramétrage des postes comptables.

Cependant, cette gestion des délais de règlement par l'application SAT ne sera correctement assurée que si les conditions suivantes sont remplies :

- les règles en matière de date et d'horaire de l'annonce SAT sont scrupuleusement observées,
- les délais d'anticipation et horaires de remises des moyens de paiement prévus par la convention avec la Banque de France du 26 avril 2002 et la convention avec l'IEDOM du 31 décembre 1997 sont respectés.

2. LA CONFECTION DU MESSAGE SAT

2.1. L'ANNONCE TRANSACTIONNELLE DANS SAT

2.1.1. Les comptables concernés et la gestion des profils

Chaque poste comptable ayant accès à la saisie dans SAT est identifié dans l'application par son profil.

Les modalités de gestion des profils sont détaillées dans la *fiche de procédure n° 1*.

2.1.2. L'annonce transactionnelle des virements de gros montant

Les modalités de l'annonce transactionnelle dans SAT des virements d'un montant unitaire supérieur ou égal à un million d'euros sont précisées dans la *fiche de procédure n° 2*.

2.2. L'ANNONCE AUTOMATISÉE DANS L'APPLICATION SAT

Les modalités de l'annonce automatisée dans l'application SAT sont décrites dans la fiche de procédure n° 3.

2.3. LES TRAITEMENTS EFFECTUÉS PAR LES DÉPARTEMENTS INFORMATIQUES

Chaque jour, à compter de 16h30, l'application SAT confectionne un fichier unique à partir des fichiers informatiques d'annonce automatisée en provenance des applications de gestion et du fichier d'annonce transactionnelle résultant de la saisie de données financières par les postes comptables connectés au département informatique.

Ce fichier agrégé est télétransmis quotidiennement à l'Infocentre national INCA à 17h00.

Afin de garantir la sécurité des données applicatives, les D.I.T. conservent sur la durée d'un mois tous les fichiers transférés.

2.4. LA CONFECTION DU MESSAGE SAT PAR L'INFOCENTRE NATIONAL INCA

Les conditions d'exploitation, par l'infocentre INCA de Clermont-Ferrand, des fichiers informatiques représentatifs des annonces et les modalités de restitution du message SAT sont traitées dans la fiche de procédure n° 4.

3. LES RESTITUTIONS DES INFORMATIONS AU PLAN RÉGIONAL ET DÉPARTEMENTAL

3.1. EN TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE RÉGION

Chaque trésorerie générale siège de département informatique peut éditer le bilan régional des opérations annoncées de façon transactionnelle dans SAT, et l'ensemble des bilans départementaux décrits au paragraphe suivant.

La cellule SAT de la Direction générale pourra demander la communication du bilan régional dans le cadre de la mise en œuvre de procédures de secours, notamment lorsqu'un incident technique perturbe le fonctionnement de l'Infocentre.

Les DI veillent à la diffusion des états départementaux auprès des trésoreries générales concernées.

3.2. EN TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE DÉPARTEMENT

Les bilans départementaux reprennent l'ensemble des données annoncées dans le cadre du message SAT transactionnel.

Le premier de ces bilans est un « état récapitulatif des mouvements BDF notifiés au moyen du message SAT ». Cet état classe les données :

- par date de traitement ;
- par date de règlement des opérations ;
- par code flux ;
- par nature d'opération ;
- par postes comptables, classés par codique (une page pour chaque poste du département).

Une synthèse départementale reprend, pour une date donnée, l'ensemble des annonces réalisées par les comptables du département, cumulées par code flux et par date de règlement.

Ces états doivent permettre au correspondant local SAT, dont le rôle est précisé dans la fiche de procédure n°7, de contrôler que les virements supérieurs ou égaux à un million d'euros ont bien fait l'objet d'une annonce préalable dans SAT par les postes concernés.

Ces bilans sont accessibles au moyen de l'application CEDIT. Ils sont conservés par les trésoreries générales de département pendant un an, délai calculé à compter de leur date d'édition.

En outre, les trésoreries générales sont destinataires d'une « liste départementale des postes comptables absents » qui recense les postes n'ayant effectué aucune annonce dans SAT à une date déterminée. Cette liste est utilisée par le correspondant local dans le cadre des contrôles qu'il exerce selon les modalités définies dans la fiche de procédure n° 7.

CHAPITRE 4 - LA MISE EN OEUVRE D'UNE DÉMARCHE QUALITÉ RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME SAT

Le souci d'accompagner le processus d'amélioration progressive de la gestion de la trésorerie de l'État a conduit la Direction générale de la comptabilité publique à prendre des engagements de service concernant le fonctionnement du dispositif SAT, formalisés dans une démarche qualité.

Cette démarche qualité a donné lieu à la rédaction d'un manuel qualité et a fait l'objet, le 10 juin 2003, d'un protocole signé par le Directeur général de la comptabilité publique et le Directeur du Trésor.

1. LES ENGAGEMENTS DE PILOTAGE

La fiche de procédure n°5 définit le rôle de la Direction générale dans le cadre du pilotage de la qualité du message SAT.

Cette qualité du message SAT est mesurée par des indicateurs chiffrés définis en commun avec l'Agence France Trésor.

Le suivi de ces indicateurs qualité fait l'objet de comptes-rendus mensuels et trimestriels auprès de l'Agence France Trésor.

Ils sont commentés en commun et servent de base aux améliorations du système d'annonces de trésorerie, lors de comité de pilotage, dont la fonction est décrite dans la fiche de procédure n° 6.

2. LES ENGAGEMENTS D'ORGANISATION

- Dans chaque trésorerie générale, un correspondant SAT local est nommé par le trésorier-payeur général. Ses missions sont détaillées dans la fiche de procédure n° 7.
- Dans chaque département informatique du Trésor exploitant l'application SAT et / ou une application de gestion de moyens de paiement, le trésorier-payeur général désigne un correspondant SAT en DI. Ses missions sont détaillées dans la *fiche de procédure n° 7*.

ANNEXE N° 1 : Fiche de procédure 1

Gestion des profils des postes comptables

<i>Comptables concernés par la saisie des profils</i>	- Trésoreries générales.
<i>Principes de la gestion des profils</i>	- Les profils permettent de définir les lignes de saisie auxquelles chaque poste a le droit d'accéder et d'imputer les flux financiers à la date de règlement adéquate.
<i>Modalité de saisie des profils dans SAT</i>	<ul style="list-style-type: none"> - L'application SAT comprend une transaction de définition des profils des postes, - La saisie des profils des postes comptables doit être effectuée avant toute utilisation de l'application, - Une mise à jour des profils doit intervenir dès lors que les caractéristiques d'un poste comptable sont modifiées.

1. LES PARAMETRES RELATIFS AUX PROFILS DES POSTES COMPTABLES

- ◆ Chaque poste comptable du Trésor Public est identifié dans l'application SAT en fonction de sept paramètres relatifs à :
 - la catégorie du poste comptable (TG, RF, trésorerie) ;
 - l'activité du poste non centralisateur (mixte, spécialisé impôts, spécialisé secteur public local) ;
 - la résidence du poste par rapport au comptoir Banque de France ou IEDOM ;
 - la situation du poste au regard de la Banque de France ou de l'IEDOM (accréditation Banque de France, accréditation postale du poste) ;
 - la gestion par le comptable supérieur du Trésor d'une ligne territoriale ACOSS ;
 - le délai moyen postal de transfert des opérations du poste comptable non centralisateur à la trésorerie générale.
- ◆ Chaque poste comptable est ainsi reconnu par le système informatique sur 7 caractères significatifs, retranscrits en affichage sur la partie droite des écrans de l'application SAT, dans la zone " Profil ".
- ◆ Après chaque création ou modification de profil par une trésorerie générale, le DIT édite une liste de la codification des postes comptables à destination de la trésorerie générale de département et de la trésorerie générale de région.

2. LA DEFINITION DES PROFILS DES POSTES COMPTABLES.**2.1 Les modalités d'accès au paramétrage des postes comptables**

- ◆ La trésorerie générale doit établir le paramétrage de l'ensemble des postes comptables de son département. Les postes comptables sont en effet tous connectés à un département informatique et disposent de ce fait d'un accès à l'application SAT.
- ◆ L'accès au paramétrage des postes comptables est obtenu dans le menu Paramétrage, après validation du choix n° 3 « Profils postes », par l'option n°1 « Visualisation / Création / Modification / Suppression ».
- ◆ Après saisie du codique du poste, la trésorerie générale a la possibilité de visualiser le profil d'un poste, de le créer, de le modifier ou de le supprimer.

ANNEXE N° 1 (suite)

2.2 Les modalités de paramétrage des postes comptables

♦ Cas des trésoreries générales (y compris la RGF et la PGT) :

- le paramétrage des trésoreries générales est automatique après validation du codique et de la première grille relative au type de poste ;
- les trésoreries générales ont accès à l'ensemble des lignes de saisie du message SAT ainsi qu'aux lignes de saisie du message Télémac relatives aux cotisations sociales publiques État, aux recettes fiscales et aux mouvements de la dotation globale de financement des hôpitaux.

♦ Cas des recettes des finances :

- le paramétrage des recettes des finances est automatique après validation du codique et de la première grille relative au type de poste ;
- les trésoreries principales reclassées en recettes des finances doivent être traitées comme des trésoreries ;
- les recettes des finances rénovées ont accès aux lignes de saisie du message SAT relatives à l'émission de VGM pour les titulaires de comptes de dépôt de fonds au Trésor ;
- la recette des finances de Reims a accès aux lignes de saisie du message SAT relatives à l'émission de VGM pour les titulaires de comptes de dépôt de fonds au Trésor ainsi qu'aux lignes de saisie du message Télémac relatives aux cotisations sociales publiques État, aux recettes fiscales et aux mouvements de la dotation globale de financement des hôpitaux, la trésorerie générale de la Marne ne gérant pas de ligne territoriale ACOSS.

♦ Cas des trésoreries :

- La validation du codique et le choix de l'option trésorerie entraînent l'accès à des grilles complémentaires qui permettent de préciser la nature de l'activité du poste, la situation du poste au regard de la Banque de France ou IEDOM (résidence et accréditation) ainsi que le délai moyen postal de transfert des opérations du poste comptable non centralisateur à la trésorerie générale.
- les trésoreries à activité mixte ont accès aux lignes de saisie du message SAT relatives à l'émission de VGM pour les collectivités locales ainsi qu'aux lignes de saisie du message Télémac relatives aux cotisations sociales liquidées au titre des collectivités locales ;
- les trésoreries spécialisées CEPL ont accès aux lignes de saisie du message SAT relatives à l'émission de VGM pour les collectivités locales ainsi qu'aux lignes de saisie du message Télémac relatives aux cotisations sociales liquidées au titre des collectivités locales.

♦ Cas de la trésorerie générale pour l'étranger :

- le paramétrage de cette trésorerie générale est automatique après validation du codique et de la première grille relative au type de poste ;
- cette trésorerie générale a accès aux lignes de saisie du message SAT relatives à l'émission de VGM pour les activités impôts, CEPL et dépôts de fonds au Trésor.

♦ Cas de l'Agence comptable des services industriels de l'armement :

- le paramétrage de cette trésorerie générale est automatique après validation du codique et de la première grille relative au type de poste ;
- cette trésorerie générale a accès aux lignes de saisie du message SAT relatives à l'émission de VGM pour les titulaires de comptes de dépôt de fonds au Trésor.

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

♦ **Cas de la trésorerie générale de l'Assistance publique :**

- le paramétrage de cette trésorerie générale est automatique après validation du codique et de la première grille relative au type de poste ;
- cette trésorerie générale a accès aux lignes de saisie du message SAT relatives à l'émission de VGM pour les activités impôts, CEPL et dépôts de fonds au Trésor.

♦ **Cas de l'Agence comptable de la Direction des grandes entreprises :**

- le paramétrage de cette agence comptable est automatique après validation du codique et de la première grille relative au type de poste ;
- cette agence comptable a accès à des lignes de saisie spécifiques du message SAT relatives à l'émission de VGM sur le code flux 56 dédié aux opérations de la Direction des grandes entreprises.

♦ **Cas des D.C.M. :**

- Les modalités de paramétrage des DCM sont identiques à celles des TG, car ils sont considérés comme tel.

♦ **Cas des centres d'encaissement :**

- Les modalités de paramétrage des centres d'encaissement sont identiques à celles des TG, car ils sont rattachés à celles-ci. Seul le code application RCE permet de différencier leurs annonces spécifiques.

ANNEXE N° 2 : Fiche de procédure 2

L'ANNONCE DES VIREMENTS DE GROS MONTANTS

<i>Comptables concernés</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Les Départements Comptables Ministériels (D.C.M),</i> - <i>trésoreries générales,</i> - <i>recettes des finances,</i> - <i>trésoreries,</i> - <i>les centres d'encaissement,</i> - <i>Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement</i> - <i>Agence Comptable de la Direction des grandes entreprises</i>
<i>Principes de la saisie dans SAT</i>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Une saisie du montant global par code flux des virements supérieurs ou égaux à un million d'euros en distinguant les virements de gros montant dont le destinataire est un comptable public des autres virements de gros montant</i>
<i>Jour et horaire de la saisie dans SAT</i>	<i>Une saisie avant 16h30 la veille de l'émission du virement</i>

1. UNE OBLIGATION D'ANNONCE DES VIREMENTS LA VEILLE DE LEUR EXÉCUTION

- ◆ Tout correspondant du Trésor métropolitain (collectivité locale, établissement public local ou titulaire d'un compte de dépôts de fonds) qui entend réaliser en J une opération de trésorerie d'un montant unitaire égal ou supérieur à un million d'euros doit informer en J-1 avant 16h00 le comptable du Trésor (comptable assignataire ou comptable gestionnaire de son compte de dépôts de fonds) du montant de cette opération. L'ordre d'exécution du virement est transmis en J avant 11h00.
- ◆ Tout correspondant du Trésor dans les DOM qui entend réaliser en J une opération de trésorerie d'un montant unitaire égal ou supérieur à un million d'euros doit informer en J-1, au moins une heure avant la fermeture du poste comptable, le comptable du Trésor dont il relève du montant de cette opération. L'ordre de virement papier est transmis en J à l'agence IEDOM avant 9h00.
- ◆ Pour les collectivités locales et leurs établissements publics, cette obligation d'annonce préalable est fixée par l'article 117 de la loi de finances pour 2004. En application de cet article de loi, l'Agence France Trésor a la possibilité de demander le report d'un jour de l'exécution d'un virement supérieur ou égal à un million d'euros n'ayant pas fait l'objet d'une annonce préalable par une collectivité locale ou un établissement public local à son comptable assignataire.
- ◆ Ces dispositions s'appliquent également aux comptables du Trésor public exécutant une opération de ce type pour le compte de l'État (paiement de dépenses, remboursement en matière d'impôts).

2. L'ANNONCE PRÉVISIONNELLE DES VIREMENTS DE GROS MONTANT PAR LES POSTES COMPTABLES**2.1 L'accès et le contenu des grilles de saisie**

- ◆ La saisie des informations financières relatives aux flux financiers Banque de France ou IEDOM est réalisée par les comptables, après validation de l'option n°1 du menu général de l'application, intitulée « Mouvements BDF (message SAT) », au moyen du choix n° 1 « Saisie de la situation quotidienne des flux BDF ».

ANNEXE N° 2 (suite)

- ◆ La grille de saisie des opérations en matière de virements de gros montant et/ou urgents distingue les rubriques suivantes :
 - « État » pour le code flux 50 ;
 - « CEPL » pour le code flux 53 ;
 - « Dépôts de fonds » pour le code flux 54.
- ◆ La saisie dans chacune de ces rubriques est réalisée au sein de l'une ou l'autre des deux colonnes suivantes en fonction de la nature du virement annoncé :
 - « VGM » pour les virements de gros montant dont le destinataire n'est pas un comptable public ;
 - « VGM internes » pour les virements de gros montant dont le destinataire est un comptable public.
- ◆ En fonction de leur activité, les postes comptables ont accès à tout ou partie de ces lignes de saisie. Cette distinction est opérée à partir du profil du poste comptable.
- ◆ Les trésoreries n'ont pas accès aux lignes de saisie État et Dépôts de fonds : toutes les opérations de cette nature devront être signalées à la trésorerie générale qui les saisira dans l'application SAT.
- ◆ Compte tenu de sa spécificité, l'Agence comptable de la DGE dispose d'une ligne unique intitulée « virements de gros montant – DGE » correspondant au compte de code flux 56 ouvert pour ce seul établissement.

2.2 Les modalités de saisie de ces opérations

- ◆ La saisie de l'annonce prévisionnelle des virements supérieurs ou égaux à 1 million d'euros doit être réalisée par code flux. En poste non centralisateur, seuls des virements sur le code flux 53 (collectivités locales) pourront être pré-annoncés par ce moyen.
- ◆ Le comptable doit ensuite effectuer de façon distincte dans SAT l'annonce des virements d'un montant unitaire supérieur ou égal à 1 million d'euros dont le destinataire n'est pas un comptable public et l'annonce des virements d'un montant unitaire supérieur ou égal à 1 million d'euros en direction d'un comptable public (dénommés « virements internes » dans l'application).
- ◆ La saisie doit s'effectuer avant 16h30, heure limite de saisie des opérations dans l'application SAT.
- ◆ Au cas où le comptable du Trésor ne peut obtenir le montant du virement qu'après 16h30, il doit transmettre cette information par télécopie adressée à l'Agence France Trésor au plus tard à 18h00.
- ◆ De même, l'usage de la télécopie doit être retenu en cas d'indisponibilité technique de l'application SAT.

2.3 Les modalités de consultation et de rectification des opérations saisies

- ◆ Les postes comptables peuvent consulter, après validation de leur saisie, les opérations enregistrées au cours de la journée courante en utilisant l'option n°3 « Consultation historique des mouvements notifiés au D.I. » du menu « Mouvements BDF (message SAT) »
- ◆ Les postes comptables disposent, jusqu'à l'heure limite de saisie des opérations dans l'application SAT fixée à 16h30, de la possibilité de rectifier, pour la journée courante, le montant total déjà saisi aux rubriques du message SAT relatives aux virements de gros montant, dans les mêmes conditions que la saisie initiale, par substitution de montant.

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

3. L'ANNONCE DES VIREMENTS DE GROS MONTANTS ET/OU URGENTS MÉTROPOLITAINS LE JOUR DE LEUR EXÉCUTION

- ♦ Les montants de l'ensemble des virements de gros montant et/ou urgents émis par les trésoreries générales au moyen de PTCLI sont transmis automatiquement à l'Infocentre national par la Banque de France le jour de leur exécution. Cette annonce est réalisée de façon totalement transparente pour les comptables.
- ♦ Ces derniers n'ont donc pas à ressaisir dans SAT, le jour d'émission des virements, les montants passés dans PTCLI.

ANNEXE N° 3 : Fiche de procédure 3

L'ANNONCE AUTOMATISÉE DANS SAT

<i>Comptables concernés par l'annonce des opérations dématérialisées</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Départements informatiques du Trésor exploitant les applications PSAR, PAY, PEZ, CEP et MEN. - Centres d'encaissement traitant des moyens de paiement dématérialisés (TIP).
<i>Principes de l'annonce</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le dispositif d'annonce des opérations dématérialisées repose sur l'exploitation et la valorisation automatique des données issues des traitements des applications de gestion des moyens de paiement.
<i>Modalité de réalisation de l'annonce</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Chaque application annonce de façon automatique à l'application SAT les opérations financières intégrées dans les fichiers de moyens de paiement qu'elle constitue. - Ce fichier d'annonce est intégré dans SAT avant 16H30. Par exception, l'application CEP transmet son fichier d'annonce avant 8h00.

1. LA NATURE DES OPÉRATIONS AUTOMATISÉES ET LEUR PRÉSENTATION À LA BANQUE DE FRANCE OU À L'IEDOM

- ◆ Sont concernés l'ensemble des moyens de paiement présentés par le réseau du Trésor public à la Banque de France ou à l'IEDOM sous une forme dématérialisée (virements, prélèvements, TIP, LCR/BOR...), que les fichiers d'opérations soient télétransmis par l'intermédiaire de la procédure TELMPM (Télétransmission des Moyens de Paiement de Masse) au Service des Echanges Télécompensés et des Cartes (SETEC) ou qu'ils fassent l'objet d'une remise sur supports magnétiques aux comptoirs locaux de la Banque de France ou au point d'entrée unique IEDOM situé à Paris.
- ◆ Le transfert de ces fichiers à la Banque de France ou à l'IEDOM s'accompagne de la communication d'un ordre d'exécution qui authentifie chaque fichier d'opérations télétransmis et autorise son traitement par la Banque de France ou l'IEDOM. Ainsi, ces remises doivent être réalisées à J-1¹ (J étant la date de passage au Système Interbancaire de Télécompensation - SIT -) avant 16H30, pour les envois effectués vers la Banque de France, et 15H30 pour les envois vers l'IEDOM. Le non-respect de ces horaires entraîne un décalage d'un jour dans la date de règlement. Ce décalage peut s'avérer préjudiciable pour les opérations urgentes ou de gros montant. Il appartient dans ce cas au correspondant SAT de prévenir par téléphone, dans un premier temps, l'un des responsables du Service des Echanges Télécompensés et des Cartes (SETEC). Ce dernier donne son accord sur la faisabilité de l'opération. Le correspondant SAT doit alors confirmer sa demande par télécopie. Ce traitement ne pouvant être effectué sans l'intervention du Bureau 6B, ce dernier devra donc être informé également de la demande d'action dérogatoire.
- ◆ En cas d'anomalies constatées lors du traitement des fichiers par la Banque de France ou l'IEDOM, ceux-ci peuvent rejeter tout ou partie des opérations présentées :
 - le rejet unitaire d'opération : il s'agit du rejet d'une ou plusieurs opérations bien identifiées émises par un comptable donneur d'ordre et comprises dans un fichier multi-remettants ;
 - le rejet global de la remise : il s'agit du rejet de l'intégralité des opérations émises par les comptables donneurs d'ordre (ce rejet peut intervenir également dès lors que plus de 100 rejets unitaires sont constatés par la BDF dans une remise).

¹ Ou J-2 pour certains fichiers: PAY, PEZ, MEN, ou PSAR relatif aux opérations de mensualisation de la PPE (depuis le 1/1/06).

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

- ♦ Par ailleurs, la Banque de France et l'IEDOM peuvent procéder à l'invalidation totale d'un fichier en raison d'une anomalie bloquante (problème de sécurisation, double envoi...), un fichier devant être émis à nouveau par le département informatique.

2. L'ANNONCE DES OPÉRATIONS DÉMATÉRIALISÉES DANS L'APPLICATION SAT

- ♦ Le dispositif d'annonce des opérations dématérialisées repose sur l'exploitation et la valorisation automatiques des données issues des traitements des applications dédiées à la gestion des moyens de paiement :
 - PSAR (logiciel de regroupement), incluant les opérations PPE (mensualisation de la PPE) depuis janvier 2006 ;
 - PAY (paie) ;
 - PEZ (pensions) ;
 - MEN (mensualisation de l'impôt) ;
 - CEP pour les mouvements reçus (ROC) ;
 - CEP pour les virements émis à J (Service Plus) ;
 - RCE (centres d'encaissement) ;
- ♦ Ces applications produisent, à l'issue de chaque traitement, un fichier informatique spécifique représentatif des opérations remises à la Banque de France ou à l'IEDOM chaque fin d'après midi. Ce fichier est intégré dans l'application SAT avant 16h30.
- ♦ Par ailleurs, l'application CEP confectionne et télétransmet directement à l'Infocentre national chaque matin un fichier représentatif des opérations remises à la Banque de France avant 8h00 (Service Plus).

ANNEXE N° 4 : Fiche de procédure 4

LE RÔLE DE L'INFOCENTRE

<i>Comptable concerné</i>	- <i>Infocentre INCA</i>
<i>Principes du message</i>	- <i>l'Infocentre INCA constitue, à partir des fichiers d'annonces que lui transmettent les DI, le « message SAT » qu'il met immédiatement à la disposition de l'AFT et de la Direction générale.</i>
<i>Modalité de réalisation de message</i>	- <i>l'Infocentre INCA centralise les fichiers informatiques constitués par l'application SAT en provenance des départements informatiques du Trésor,</i> - <i>à partir de ces fichiers, l'Infocentre constitue un fichier agrégé (le « message SAT ») qu'il adresse à l'AFT dès 18h00.</i>

1. LE TRAITEMENT DES DONNEES TRANSMISES PAR L'APPLICATION SAT À L'INFOCENTRE

- ♦ Les fichiers de données transmis par les départements informatiques à l'Infocentre sont au nombre de deux :
 - envoi n°1 à 8h15 : ce fichier provient directement de l'application CEP et correspond aux virements émis dans le cadre du Service Plus ;
 - envoi n°2 à 16h30 : ce fichier comprend l'ensemble des données financières collectées dans l'application SAT en provenance des applications de gestion ou du dispositif de saisie transactionnelle.
- ♦ A chaque envoi de fichier correspond un traitement SAS par l'Infocentre INCA situé à Clermont-Ferrand afin de récupérer et de contrôler les données, de traiter les annulations, de confectionner une base de données nationale.
- ♦ Dans un souci de sécurité et afin de pallier aux éventuels problèmes inhérents aux transferts de fichiers (décalage des transferts, pertes des informations...), un dernier traitement programmé à 0h00 effectue à nouveau un balayage complet des données transmises par les départements informatiques.

2. LA RESTITUTION DES DONNÉES À L'AGENCE FRANCE TRÉSOR ET À LA DIRECTION GÉNÉRALE

- ♦ Après chaque traitement, l'Infocentre INCA constitue des fichiers externes destinés à l'Agence France Trésor (transmission de trois fichiers, à 9h30, à 18h00 et à minuit).
- ♦ Une application SAS client-serveur a été mise à disposition de la Direction générale afin de produire des listages et des rapports, après traitement des contrôles (contrôles des transferts effectués, contrôle d'intégrité des données...). Les bases de données utilisées par la Direction générale sont à J-1.
- ♦ Par ailleurs, l'Infocentre INCA conserve les données nationales sur une durée de deux ans.

ANNEXE N° 5 : Fiche de procédure 5

<p style="text-align: center;">LE RÔLE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE</p>
--

<p>Fonctions assurées par la Direction générale dans le cadre de la démarche qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre des aménagements fonctionnels de l'application SAT. - Animation du réseau autour des enjeux de la gestion de la trésorerie de l'État. - Contrôle de l'annonce SAT et élaboration des indicateurs de qualité.
---	--

1. MISE EN ŒUVRE DES ADAPTATIONS DE L'APPLICATION SAT

- ♦ La Direction générale a la responsabilité de :
 - la conception et la mise en œuvre d'aménagements fonctionnels (maintenances informatiques, gestion des jours chômés dans l'application, développement d'outils de contrôle...) ;
 - la prise en compte des évolutions réglementaires sur le dispositif d'annonces.

2. ANIMATION ET INFORMATION

- ♦ La Direction générale a un rôle :
 - de diffusion au réseau des comptables de la réglementation relative au dispositif SAT et à la gestion de la trésorerie de l'État (guides, lettres circulaires, instructions) ;
 - de conseil auprès des comptables du Trésor, via les correspondants locaux en TG ;
 - d'information des comptables du Trésor sur l'utilisation et la qualité des annonces ;
 - d'information de l'Agence France Trésor en cas d'incident technique, d'erreur ou d'absence d'annonce signalés par les correspondants locaux,
 - de communication à l'Agence France Trésor de l'ensemble des données relatives aux dates d'imputation des mouvements financiers .
- ♦ La Direction générale de la comptabilité publique intègre les besoins et contraintes de la gestion de trésorerie en amont de ses décisions concernant la mise en place de procédures nouvelles ayant une incidence sur les flux financiers.
- ♦ Par sa participation aux comités de pilotage, elle prépare en concertation avec l'Agence France Trésor les communications au réseau et les aménagements à mettre en œuvre. Elle présente un bilan des incidents constatés touchant le message SAT, leur apporte une explication et précise les actions mises en œuvre afin d'y remédier.

3. CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DU MESSAGE SAT**3.1 Un contrôle quotidien des montants annoncés**

- ♦ Au sein de la Direction générale, une cellule de contrôle est chargée de veiller à la qualité du message SAT. Elle accomplit cette fonction avec l'aide des correspondants SAT locaux.

ANNEXE N° 5 (suite et fin)

- ♦ La cellule de contrôle est en mesure de consulter l'ensemble des comptes courants conventionnés ouverts au nom des comptables du Trésor de métropole. Les mouvements imputés au débit et au crédit de ces comptes sont comparés avec les données financières issues des messages SAT, notifiées par les postes comptables et les départements informatiques du Trésor public.
- ♦ Pour les opérations à échéance (paies, pensions, mensualisation), le contrôle porte non seulement sur la présence de l'annonce et sa régularité mais aussi sur le règlement à bonne date des opérations annoncées (soit la date précisée par calendrier officiel).
- ♦ Sur la base des résultats de ces contrôles, la Direction générale établit une liste d'indicateurs de la qualité du message SAT qu'elle transmet chaque mois à l'AFT.

3.2 La mise en œuvre des procédures d'alerte et de secours

- ♦ La cellule de contrôle SAT assure la centralisation des alertes et met en œuvre les dispositifs de secours afin que, dans la mesure du possible, les problèmes rencontrés ne nuisent pas à la qualité générale de l'information délivrée à l'AFT.

ANNEXE N° 6 : Fiche de procédure 6

LE COMITÉ DE PILOTAGE SAT

Participants aux comités de pilotage	- <i>Ce comité associe des représentants de la Direction générale de la comptabilité publique et de l'Agence France Trésor.</i>
Principes des comités de pilotages	<ul style="list-style-type: none"> - <i>A l'occasion du comité de pilotage les indicateurs de qualité du message SAT sont présentés à l'AFT.</i> - <i>Le comité de pilotage est un moment essentiel qui permet à la Direction générale de la comptabilité publique de mesurer la satisfaction de l'Agence France Trésor au sujet du service rendu et de décider des évolutions futures du dispositif SAT.</i>
Périodicité	- <i>Les réunions du comité de pilotage SAT sont trimestrielles.</i>

1. Bilan des annonces

Le comité de pilotage est l'occasion de présenter un bilan des annonces, au cours d'une période définie, à partir d'indicateurs de qualité.

À cette occasion, sont précisées les raisons des écarts constatés (écarts récurrents ou accidentels) ou des incidents survenus, les mesures correctives mises en œuvre ou envisagées en prenant en compte le degré de priorité ainsi que des éléments de calendrier.

2. Examen de l'incidence des évolutions réglementaires sur le dispositif d'annonces

Il s'agit d'accompagner les évolutions réglementaires envisagées par la DGCP pouvant avoir une incidence sur la gestion de trésorerie menée par l'Agence France Trésor en définissant les modifications du dispositif SAT à réaliser.

3. Développements fonctionnels de l'application

Sont évoquées les modifications tenant au mode de fonctionnement ou au périmètre du système d'annonces et destinées à améliorer la qualité de l'information apportée à l'Agence France Trésor.

4. Animation du réseau du Trésor public

Le comité de pilotage arrête les éléments à communiquer régulièrement au réseau des comptables du Trésor public sur la gestion de trésorerie, l'utilisation des annonces SAT par l'AFT, les taux d'annonces ainsi que des éléments statistiques sur les moyens de paiement.

ANNEXE N° 7 : Fiche de procédure 7

**LE RÔLE DES CORRESPONDANTS LOCAUX SAT
EN TRÉSORERIE GÉNÉRALE ET EN DÉPARTEMENT INFORMATIQUE**

Postes Comptables concernés	<ul style="list-style-type: none"> - Dans chaque trésorerie générale, un correspondant SAT est nommé afin de veiller à la qualité de l'annonce transactionnelle. - Dans chaque département informatique exploitant, un correspondant SAT est désigné afin de veiller à la qualité de l'annonce automatisée et au fonctionnement correct de l'application SAT.
Rôle des correspondants	<ul style="list-style-type: none"> - Contrôle de la qualité de l'annonce et, pour le correspondant en DI, de la disponibilité de l'application SAT. - Alerte et secours en cas d'incident pouvant réduire la fiabilité de l'annonce. - Animation du réseau des comptables ou des analystes responsables d'application.

1. LE CORRESPONDANT LOCAL SAT EN TRÉSORERIE GÉNÉRALE**1.1 Un rôle d'information et de conseil des comptables du département**

- ♦ Le correspondant SAT de chaque trésorerie générale joue le rôle d'un relais au niveau départemental en assurant l'accompagnement et l'explication des mesures nouvelles prises par la Direction générale. Il vérifie que toutes les consignes relatives à ce dispositif sont connues et comprises du réseau départemental.
- ♦ Il mène une action de sensibilisation des comptables du Trésor aux enjeux du système d'annonces de trésorerie et aux problématiques de la gestion de la trésorerie de l'État.

1.2 Un rôle d'alerte de la Direction Générale

- ♦ Il incombe au correspondant SAT d'alerter la Direction générale, sans délai et par tous moyens, des incidents et difficultés dont il a connaissance et qui peuvent affecter la qualité du message SAT.
- ♦ Il lui indique les évolutions techniques à envisager et lui transmet les principales questions posées par les comptables du Trésor de son département.
- ♦ Il adresse à la Direction générale un compte rendu détaillant les raisons des incidents constatés et les actions menées afin d'y remédier.

1.3 Un rôle de contrôle de la qualité de la saisie transactionnelle dans SAT

Dans son département, le correspondant local SAT assure, sous l'autorité du fondé de pouvoir, le contrôle de la qualité des annonces effectuées par saisie transactionnelle dans l'application SAT. A l'issue de son contrôle, le correspondant local effectue, s'il y a lieu, les rappels de réglementation nécessaires.

ANNEXE N° 7 (suite)

- ◆ Le correspondant local SAT vérifie quotidiennement que les virements de montant unitaire supérieur ou égal à un million d'euros, émis par les collectivités locales ou les titulaires de comptes de dépôts de fonds au Trésor de son département, ont bien fait l'objet d'une annonce par saisie dans SAT la veille avant 16h30.
- ◆ À cette fin, les comptables du Trésor et le service « dépôts et services financiers » de la trésorerie générale fournissent, à l'appui de chaque demande d'exécution d'un virement d'un montant supérieur ou égal à un million d'euros, une attestation selon laquelle l'annonce dans SAT a bien été effectuée. Cette attestation peut prendre la forme d'une copie d'écran SAT ou d'une simple note manuscrite.
- ◆ L'exécution de ce type de virement dans PTCLI est soumise à la présence de ce document confirmant la préannonce dans SAT. En cas d'absence, le correspondant SAT contacte le comptable concerné afin d'établir si l'annonce a été réalisée. Dans le cas contraire, l'exécution du virement est subordonnée à l'information immédiate de l'Agence France Trésor par le comptable défaillant, ou par le correspondant SAT lui-même, au numéro de téléphone suivant : 01.40.04.15.25. Une confirmation par télécopie, dont le modèle est joint en annexe, est effectuée en même temps au numéro 01.40.04.15.97.
- ◆ En application de l'article 117 de la loi de finances pour 2004, l'AFT peut demander à ce que l'émission d'un virement non annoncé la veille par une collectivité locale ou un établissement public local soit reporté au lendemain. L'AFT sera amenée à prendre une telle décision si elle estime que l'exécution immédiate de l'opération risque de l'empêcher de respecter les obligations auxquelles elle est soumise dans l'exercice de la gestion de la trésorerie de l'État. Le cas échéant, le correspondant SAT suspend l'exécution de l'opération et en avertit immédiatement le comptable assignataire de la collectivité concernée. Celui-ci transmet cette information à l'ordonnateur.

2. LE CORRESPONDANT LOCAL EN DI

2.1 Un rôle d'information et de conseil

- ◆ En DI, le correspondant SAT rappelle l'importance du système d'annonces de trésorerie aux analystes responsables du fonctionnement des applications pour lesquelles une annonce automatisée est réalisée dans SAT. Il étudie avec eux les moyens et modes d'organisation à mettre en œuvre afin de fiabiliser davantage, s'il y a lieu, l'annonce automatisée au sein de son DI.
- ◆ Le correspondant SAT nommé en DI participe aux actions générales de sensibilisation aux enjeux du système d'annonces de trésorerie et aux problématiques de la gestion de trésorerie de l'État menées par le correspondant local SAT chargé de l'annonce transactionnelle.

2.2 Un rôle d'alerte de la Direction générale

- ◆ Il incombe au correspondant SAT d'alerter la Direction générale, sans délai et par tous moyens, des incidents et difficultés dont il a connaissance et qui peuvent affecter la qualité des annonces réalisées par le volet automatisé du message SAT.
- ◆ Il exerce ce rôle d'alerte lorsqu'il constate des incidents tels que :
 - l'absence d'émission d'un fichier SAT : en ce cas, le montant et la date de valeur des opérations concernées doivent être indiqués à la Direction générale ;
 - une erreur affectant le contenu du fichier d'annonce : toutes les informations permettant de corriger l'annonce erronée doivent être fournies à la Direction générale ;

ANNEXE N° 7 (suite et fin)

- un report de la date d'exécution par la Banque de France ou l'IEDOM d'un fichier ayant fait l'objet d'une annonce SAT : le montant des opérations et la date de valeur qui leur sera appliquée par la Banque de France ou l'IEDOM doivent être précisés ;
- un retard dans l'exécution des opérations à échéance : la nouvelle date d'échéance doit être communiquée dès que connue à la Direction générale.
- ♦ Le correspondant SAT transmet à la Direction générale une fiche décrivant les raisons des incidents constatés et les actions menées afin d'y remédier.

2.3 Un rôle de contrôle

➤ Contrôle de l'annonce automatisée dans SAT

- ♦ Dans le cadre de la mise en œuvre de la démarche qualité relative à SAT, il revient aux analystes responsables de l'application SAT et des applications effectuant une annonce dans SAT de s'assurer de la correcte production des fichiers d'annonce SAT par les applications exploitées dans leur DI : ils vérifient que l'annonce SAT a bien été réalisée au moment de la constitution du fichier, que la structure du fichier d'annonce est valide et qu'il n'y a pas eu double annonce.
- ♦ Le correspondant SAT contrôle le respect de ces obligations par les analystes de son DI.

➤ Contrôle du fonctionnement de l'application SAT installée en DI

- ♦ Le correspondant SAT s'assure de la disponibilité de l'application SAT ainsi que de la transmission quotidienne aux comptes des bilans des opérations annoncées dans SAT, prévus au chapitre 3, point 4 de l'instruction codificatrice SAT.
- ♦ Il veille à la correcte mise en œuvre des maintenances de l'application SAT diffusées par la Direction générale.
- ♦ En cas de problème technique perturbant le fonctionnement de l'application SAT, il apporte la solution appropriée dans les meilleurs délais.

TITRE 2

**LE MESSAGE TÉLÉMAC, SYSTÈME
D'ANNONCES POUR L'ACOSS ET LA
DIRECTION DU TRÉSOR**

CHAPITRE 1

LES RAISONS DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'ANNONCES POUR L'AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE ET LA DIRECTION DU TRÉSOR

Par l'importance du nombre de ses bénéficiaires, le régime général constitue l'élément majeur du système de protection sociale français. Plus de 80% de la population relève en effet de ce régime au titre de la maladie, des accidents du travail, de la retraite de base et des prestations familiales.

La vocation première de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS), qui a justifié sa création en 1967, est de nature financière. Il s'agit de centraliser les ressources et d'assurer la gestion commune et individualisée de la trésorerie des quatre branches prestataires du régime général.

Les flux financiers sont considérables. Ainsi, à titre d'exemple, 1.279 milliards de francs ont été encaissés en 1996 par la branche du recouvrement du régime général, et 1.333 milliards de francs ont été mis à disposition des caisses prestataires et de divers organismes tiers.

Dans ce dispositif, les comptes du Trésor occupent une place tout à fait prépondérante, dans la réalisation au quotidien, au plan local, de certains mouvements financiers exécutés dans le cadre de la tenue des lignes territoriales de l'ACOSS.

Enfin, dans le circuit actuel de comptabilisation des opérations réalisées pour le compte de l'ACOSS, les écritures correspondant aux mouvements financiers exécutés par les comptes du Trésor transitent par la comptabilité générale de l'État, avant d'être remontées dans la comptabilité auxiliaire de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour imputation au compte unique de disponibilités courantes ouvert au nom de l'ACOSS (CUDC) au siège de l'Établissement. Les opérations en cause impactent donc, pour des montants importants, la trésorerie de l'État.

1. LA GESTION COMMUNE DE LA TRÉSORERIE DU RÉGIME GÉNÉRAL DE SÉCURITÉ SOCIALE

1.1. L'ARCHITECTURE DU DISPOSITIF DE GESTION COMMUNE DE LA TRÉSORERIE DU RÉGIME GÉNÉRAL

Depuis l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967, et jusqu'en 1995, le régime général comprenait quatre branches dont trois, dites « prestataires », gérant respectivement les « risques » maladie et accidents du travail, vieillesse et famille ; la quatrième ayant en charge pour le compte des trois autres le recouvrement des cotisations sociales.

La loi du 25 juillet 1994 a créé, au titre du versement des prestations, les quatre branches suivantes :

- la branche « maladie, maternité, invalidité et décès » ;
- la branche « accidents du travail et maladies professionnelles » ;
- la branche « vieillesse et veuvage » ;
- la branche « famille ».

Les prestations sont payées par les Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM) au titre des deux premières branches et, par les Caisses Régionales d'Assurance Maladie (CRAM) et les Caisses Générales de Sécurité Sociale des départements d'Outre-Mer (CGSS), au titre des trois premières branches.

Les Caisses d'Allocations Familiales (CAF ou CNAF), quant à elles, continuent comme par le passé à régler des prestations au titre de la seule branche « famille ».

Ainsi, chaque branche est composée pour chacune d'elles d'un échelon national et de caisses de base.

Le recouvrement des cotisations est opéré par un réseau de 105 URSSAF, étant précisé que dans les D.O.M., les Caisses Générales de Sécurité Sociale assurent deux fonctions : recouvrement et versement des prestations. Il est à noter également que, dans le département de la Lozère, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Mende assure le recouvrement de cotisations au lieu et place d'une URSSAF.

Enfin, l'ACOSS assure une fonction propre de recouvrement et de centralisation des ressources.

L'architecture de l'organisation du régime général est présentée schématiquement en annexe n°15.

1.2. LE RÔLE DE L'AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE

L'ACOSS a vocation à centraliser les ressources et à assurer la gestion commune et individualisée de la trésorerie des quatre branches prestataires du régime général.

Le principe de gestion commune conduit l'ACOSS à équilibrer en permanence les lignes territoriales, sur lesquelles convergent les opérations des caisses prestataires, par des opérations de transfert des lignes excédentaires vers les lignes déficitaires. Il s'agit de la technique des ordres d'équilibrage. L'ACOSS assure donc sur ce plan une fonction d'organisme que l'on peut qualifier de « compensateur ».

Il appartient à l'ACOSS au jour le jour de prévoir l'excédent ou le besoin de trésorerie du régime général, et d'équilibrer au quotidien les lignes territoriales. L'Agence Centrale doit disposer pour cela de deux types d'informations :

- les réalisations du jour, c'est à dire les montants réellement encaissés par les URSSAF et les tirages effectués par les caisses dépensières. Elles sont transmises par les préposés de la Caisse des Dépôts et Consignations, au moyen des messages ACOSS ;
- les prévisions d'encaissement ou de dépense des organismes pour le lendemain.

En cas de déficit global prévisible, l'ACOSS peut recourir à des avances de la Caisse des Dépôts et Consignations. Inversement, les sommes provisoirement disponibles permettent à l'Agence Centrale de réaliser des produits financiers d'un montant qui peut être élevé étant donné l'importance des fonds en jeu.

2. LA TENUE PAR LES COMPTABLES SUPÉRIEURS DU TRÉSOR DES SUBDIVISIONS TERRITORIALES DU COMPTE UNIQUE DE DISPONIBILITÉS COURANTES DE L'ACOSS

Si le régime général est donc caractérisé à la fois par la séparation des fonctions (recouvrement, paiement) et la séparation des branches dépensières (maladie, accidents du Travail, famille, vieillesse), le circuit financier est caractérisé par le principe d'unité de trésorerie et le rôle prépondérant des comptables du Trésor, en leur qualité de préposés de la Caisse des Dépôts et Consignations.

En effet, il existe 117 lignes territoriales tenues par les comptables du Trésor dont 4 hors métropole, ainsi qu'un compte tenu au siège de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce dispositif qui fait intervenir activement le réseau du Trésor Public, est représenté sommairement en annexe n° 16.

2.1. L'ARCHITECTURE DES COMPTES RESSORTISSANT À LA TENUE DES SUBDIVISIONS TERRITORIALES DE L'ACOSS AU PLAN LOCAL

Le fonctionnement d'une ligne territoriale repose sur l'exploitation de deux types de comptes gérés par les comptables teneurs de lignes :

- une subdivision du compte de disponibilités courantes de l'ACOSS sur lequel converge l'ensemble des opérations effectuées ;
- les comptes spéciaux d'exécution (CSE) ouverts par les organismes locaux (URSSAF, CPAM, CRAM, CAF, CGSS) au titre de chacune des branches du régime général.

Parallèlement, chaque organisme détient un (ou des) compte(s) externe(s) de disponibilités (CED) ouvert(s) en banque, à La Poste ou au Trésor Public (dans les conditions fixées à l'article D.253-30 du code de la Sécurité Sociale).

2.2. L'INTERVENTION DES COMPTABLES DU TRÉSOR DANS L'EXÉCUTION DES OPÉRATIONS AU PLAN LOCAL

Les comptes ressortissant à la tenue de la ligne territoriale de l'ACOSS enregistrent quotidiennement les opérations indiquées ci-après.

L'annexe n°17 représente schématiquement l'essentiel des mouvements financiers qui sont susceptibles d'affecter la tenue d'une ligne territoriale de l'ACOSS ouverte dans les écritures d'un comptable supérieur du Trésor.

2.2.1. La subdivision territoriale du compte unique de disponibilités courantes de l'ACOSS

2.2.1.1. Des opérations débitrices

Il s'agit des mouvements d'ordres d'équilibrage (dits « de dégagement ») de la ligne territoriale. Les ordres de dégagement permettent de centraliser les fonds disponibles sur le compte de l'ACOSS ouvert auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (compte 185A).

En outre, ces opérations incluent chaque jour les mouvements de couverture des comptes spéciaux d'exécution par tirage de fonds sur la ligne territoriale de l'ACOSS.

2.2.1.2. Des opérations créditrices

Ces opérations concernent à titre principal :

- les ordres d'équilibrage (dits « d'approvisionnement »), qui permettent de couvrir les soldes débiteurs des comptes spéciaux d'exécution des organismes sociaux ;
- les cotisations sociales recouvrées (les cotisations du secteur privé versées par les URSSAF et les crédits directs drainés par le Trésor Public pour le compte des collectivités publiques) ;
- les contributions diverses telles que la part de CSG versée à l'ACOSS (pour le compte de la CNAF et des divers régimes obligatoires d'assurance maladie), le prélèvement social de 2 % sur les produits de placement et les revenus du patrimoine, etc. ;
- les excédents de trésorerie constitués par les excédents constatés par les organismes sociaux sur leurs comptes externes de disponibilités (CED) et reversés à l'ACOSS.

2.2.2. Les comptes spéciaux d'exécution

2.2.2.1. Des opérations débitrices

Il s'agit des tirages de fonds effectués par les organismes sociaux (URSSAF, CPAM, CRAM, CAF, CGSS) sur leurs comptes spéciaux d'exécution, pour alimenter leurs comptes externes de disponibilités. Ces tirages sont pratiqués par branche.

2.2.2.2. Des opérations créditrices

Les comptes spéciaux d'exécution sont crédités par le débit de la subdivision territoriale du compte de l'ACOSS pour couverture des soldes débiteurs.

3. LA NÉCESSITÉ DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'ANNONCES POUR LE GESTIONNAIRE DE LA TRÉSORERIE DU RÉGIME GÉNÉRAL

Il est essentiel pour le gestionnaire de la trésorerie du régime général de Sécurité Sociale de disposer d'éléments fiables concernant les opérations réalisées par le réseau du Trésor Public.

Il s'agit plus précisément de déterminer les montants et les dates d'impact de certaines recettes recouvrées ou centralisées par les comptables du Trésor. Ces mouvements financiers concernent essentiellement les cotisations de sécurité sociale du secteur public État et local, ainsi que le versement de certaines contributions ou recettes dites « fiscales » (telles la contribution sociale généralisée et le prélèvement social de 2 % sur les produits de placement et revenus du patrimoine, ainsi que les taxes sur les tabacs et alcools versées par le réseau des comptables des douanes).

L'absence d'informations précises sur le versement de ces recettes pénalise l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale en charge de la gestion commune de la trésorerie du régime général, en ce qu'elle n'est pas en mesure de déterminer au jour le jour avec suffisamment de précision le montant exact de ces différents mouvements financiers appelés à se dénouer sur les subdivisions territoriales du compte unique de disponibilités courantes de l'ACOSS.

Cette situation justifie la mise en place d'un système d'annonce au profit du gestionnaire du régime général de Sécurité Sociale. Le dispositif d'information mis en œuvre par les comptables du Trésor dotés de l'application SAT, prend le nom de « message Télémac » (TÉLÉtransmission d'informations relatives à certains Mouvements financiers exécutés au profit de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale).

4. LA NÉCESSITÉ DE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'ANNONCES POUR LE GESTIONNAIRE DE LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT

Comme cela a été indiqué plus haut, dans le circuit actuel de comptabilisation des opérations réalisées pour le compte de l'ACOSS, les écritures correspondant aux mouvements financiers exécutés par les comptables du Trésor transitent par la comptabilité générale de l'État, avant d'être remontées dans la comptabilité auxiliaire de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour imputation au compte unique de disponibilités courantes ouvert au nom de l'ACOSS (CUDC) au siège de l'Établissement. Les opérations en cause impactent donc, pour des montants importants, la trésorerie de l'État.

Aussi, le contexte indiqué ci-dessus, caractérisé par un défaut d'informations suffisamment précises concernant le versement de certaines recettes au profit du régime général de Sécurité Sociale, pénalise également la Direction du Trésor, en la privant d'éléments d'informations fiables lui permettant de déterminer par anticipation le montant du nivellement à opérer, au jour le jour, entre l'État et son correspondant Caisse des Dépôts et Consignations, banquier de l'ACOSS.

Dans ces conditions, les données du message Télémac centralisées au plan national seront également communiquées aux gestionnaires de la trésorerie de l'État.

CHAPITRE 2

LES OPÉRATIONS ÉLIGIBLES AU MESSAGE TÉLÉMAC

Les développements qui suivent déterminent par catégorie de postes comptables la nature des opérations appelées à être valorisées dans le cadre du dispositif d'annonces « Télémac ».

En Trésorerie Générale et en Recette des Finances, la valorisation de ce message est à la charge du service de la Caisse des Dépôts et Consignations.

1. LA VALORISATION DU MESSAGE TÉLÉMAC EN POSTE COMPTABLE NON CENTRALISATEUR

1.1. LES COMPTABLES DU TRÉSOR CONCERNÉS

Tous les receveurs municipaux et hospitaliers, dotés de l'application SAT, sont tenus d'informer l'ACOSS et la Direction du Trésor, au moyen du message Télémac, des versements qu'ils effectuent pour le compte des collectivités et établissements publics locaux, au titre des cotisations sociales décomptées sur les traitements des agents de la fonction publique territoriale et hospitalière.

1.2. LES OPÉRATIONS CONCERNÉES

Seront annoncés les seuls versements effectués au profit des URSSAF, au moyen en particulier de Bordereaux Récapitulatifs des Cotisations (BRC). Le montant à annoncer dans le message Télémac est celui qui figure au bas du document, c'est à dire celui qui aura été préalablement porté en écritures dans la comptabilité autonome des collectivités et établissements publics locaux, ainsi que dans la comptabilité générale du poste.

Sont donc exclus du dispositif les autres versements effectués au profit de certains organismes comme la CNRACL, l'IRCANTEC, etc.

1.3. LES CONDITIONS DE TRAITEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES ÉLIGIBLES AU MESSAGE TÉLÉMAC

1.3.1. Périodicité, contenu et rectifications des messages Télémac

1.3.1.1. Périodicité des messages Télémac

Au jour du transfert par la voie postale des B.R.C. au comptable supérieur du Trésor gestionnaire de la ligne territoriale ACOSS de rattachement, le poste comptable non centralisateur annonce, en une ligne dans le message Télémac, c'est à dire sans opérer de distinction entre les types de collectivités et établissements publics locaux, le montant total des versements effectués, au titre de la journée comptable courante, au profit de l'URSSAF.

En l'absence d'opérations à notifier, le comptable non centralisateur n'est pas tenu de valider un message Télémac avec des montants nuls.

1.3.1.2. Contenu des messages Télémac

La grille de saisie des annonces des flux financiers concernés, obtenue après validation du codique du poste, au moyen de l'option intitulée « cotis. sociales des coll. publiques (message Télémac) », permet au comptable utilisateur de l'application :

- de saisir l'annonce des versements réalisés au profit des URSSAF, au titre de la journée courante ;
- de modifier éventuellement la situation du jour déjà saisie (option offerte jusqu'à 15h30, terme horaire de la vacation).

La grille intitulée « bordereaux récapitulatifs des cotisations (URSSAF) - CEPL », ne comprend qu'une catégorie d'informations. Le profil du poste comptable détermine au cas par cas les conditions d'accès des utilisateurs à la zone de saisie, ainsi que le délai moyen d'acheminement postal de l'opération vers le comptable gestionnaire de ligne territoriale de l'ACOSS, et par conséquent la date présumée de son imputation au crédit de la subdivision du compte ACOSS.

L'information est naturellement saisie en francs.

Un modèle de grille du message Télémac valorisé en poste comptable non centralisateur est présenté en annexe n° 18.

1.3.1.3. Rectifications des messages Télémac

Par rectification, il faut entendre la correction d'erreurs commises lors de la saisie de l'annonce prévisionnelle des flux de cotisations sociales versées aux URSSAF, dans les conditions décrites plus haut.

Il s'agira le plus souvent d'erreurs constatées dans les montants indiqués dans la grille de saisie des informations, postérieurement à leur validation.

Ainsi, le comptable qui aura décelé, avant l'heure limite de validation du message Télémac, fixée à 15h30, une anomalie dans le montant affiché sur la grille, pourra procéder aux corrections nécessaires, par substitution de montant, dans le cadre de l'option intitulée « modification des données notifiées au titre de la journée courante ».

Aucune annonce rectificative des flux financiers, se rapportant à une journée antérieure, ou, à la journée courante au delà du terme de la vacation horaire, ne pourra être saisie dans l'application SAT.

Aussi, les comptables veilleront à apporter le plus grand soin au contrôle de la validité des données financières télétransmises.

1.3.2. Modalités de valorisation du message Télémac en fonction de l'activité du poste comptable

1.3.2.1. En poste comptable assurant le service financier des collectivités et établissements publics locaux

Les receveurs municipaux saisiront les informations financières relatives aux cotisations sociales du secteur public local, au jour de la remise de la sacoche des transferts aux services de La Poste, comprenant les bordereaux récapitulatifs des cotisations (BRC) destinés aux URSSAF dont ils relèvent.

L'application SAT déterminera le délai moyen d'acheminement de ces documents vers le comptable centralisateur, et par conséquent, la date prévue de leur dénouement au crédit de la ligne territoriale de l'ACOSS.

Ce délai moyen est indiqué par la Trésorerie Générale en charge de la détermination des profils des postes comptables dotés de l'application SAT.

Il est à noter que ce dispositif vaut également pour les établissements publics de santé ne relevant pas de la procédure de versement à échéance de leurs cotisations sociales, indiquée ci-après.

1.3.2.2. Procédure de versement à échéance des cotisations sociales d'un établissement public de santé

Deux cas de figures sont à envisager :

☞ poste comptable assurant uniquement le service financier d'un établissement public de santé :

Les utilisateurs saisiront les informations financières relatives aux cotisations sociales du secteur public hospitalier, compte tenu du dispositif de règlement à échéance des opérations de l'espèce, au jour ouvré précédant celui prévu pour l'imputation, dans les écritures du comptable supérieur du Trésor, du versement de ces recettes à la ligne territoriale ACOSS.

Aussi, la Trésorerie Générale en charge de la détermination des profils des postes comptables veillera à indiquer comme délai de réception des flux concernés la mention « J+1 ».

☞ poste comptable assurant à la fois le service financier de collectivités locales et d'un établissement public de santé :

En fonction du paramétrage du délai moyen de réception des transferts du poste comptable par la Trésorerie Générale, ou, le cas échéant, par la Recette des Finances, géré par l'application SAT (soit un ou deux jours ouvrés), les utilisateurs saisiront le montant des cotisations sociales de l'établissement public de santé, à J-1 ou J-2 : J correspondant à la date convenue de l'imputation des mouvements sur la ligne territoriale de l'ACOSS.

Exemple : si pour un poste comptable assurant le service financier à la fois de collectivités locales et d'un établissement public de santé, le délai moyen de réception de son transfert par le poste comptable centralisateur est de deux jours ouvrés, délai géré par l'application SAT, il lui faudra annoncer son versement des cotisations sociales de l'établissement public de santé deux jours ouvrés avant la date fixée pour le créditement de la ligne territoriale de l'ACOSS.

2. LA VALORISATION DU MESSAGE TÉLÉMAC PAR LES COMPTABLES SUPÉRIEURS DU TRÉSOR GESTIONNAIRES D'UNE SUBDIVISION TERRITORIALE DU COMPTE DE L'ACOSS

Trois catégories d'opérations seront valorisées par les comptables supérieurs du Trésor dans le cadre du message Télémac.

Ces données concernent :

- certaines recettes en provenance des comptables des administrations financières (D.G.D.D.I.) ;
- certaines recettes recouvrées par le réseau du Trésor Public ;
- le versement des cotisations sociales de L'État employeur.

2.1. LES COMPTABLES SUPÉRIEURS DU TRÉSOR CONCERNÉS

Seuls les comptables supérieurs du Trésor gestionnaires d'une ligne territoriale ACOSS sont concernés par le dispositif d'annonces Télémac.

2.2. LES OPÉRATIONS CONCERNÉES

Seront annoncées, la veille de leur imputation sur la ligne territoriale de l'ACOSS, les opérations mentionnées ci-après.

2.2.1. Les recettes versées par le réseau des comptables des Douanes

Ces recettes concernent les mouvements financiers suivants :

- ceux éligibles à la rubrique COAL du message ACOSS (cotisations sur les alcools) ;
- ceux éligibles à la rubrique ALCO du message ACOSS (cotisations sur les alcools) ;
- ceux qui sont retracés à la rubrique TABA du message ACOSS (cotisations sur les tabacs).

Il est rappelé que, chaque année, une note de service fixe les dates limites de versement des recettes des administrations financières (DGI et DGDDI).

2.2.2. Les recettes recouvrées par le réseau du Trésor Public

Ces recettes concernent les mouvements financiers suivants :

- ceux éligibles à la rubrique COSG du message ACOSS (CSG sur les produits et revenus de placement et du patrimoine, pour la part versée à la CNAF et aux divers régimes obligatoires d'assurance maladie) ;
- ceux éligibles à la rubrique COVM du message ACOSS (part du prélèvement social de 2 % sur les produits et revenus de placement et du patrimoine, pour la part versée à la CNAF) ;
- ceux qui sont retracés à la rubrique COEX du message ACOSS (part du prélèvement social de 2 % sur les produits et revenus de placement et du patrimoine, pour la part versée à la CNAVTS).

2.2.3. Les cotisations sociales maladie des agents titulaires de l'État (y compris la CSG et la CRDS décomptées sur les traitements)

Ce dispositif ne concerne que les Trésoreries Générales assignataires de la paie des agents titulaires de l'État.

Il appartiendra au service de la liaison-rémunérations de produire, au plus tard la veille du versement des cotisations sociales maladie des agents titulaires de l'État, au service de la Caisse des Dépôts et Consignations gestionnaire de la ligne territoriale ACOSS, la pièce justificative du règlement concerné (avis de crédit).

Cette opération sera retranscrite dans la zone « montant des cotisations sociales à règlement J+1 au compte de l'ACOSS » du message Télémac, le jour ouvré précédant son inscription à la rubrique COTG du message ACOSS.

2.3. CONTENU ET RECTIFICATION DU MESSAGE TÉLÉMAC

2.3.1. Contenu du message Télémac

Les grilles intitulées respectivement « versement des cotisations sociales État et Budgets Annexes » et « recettes fiscales revenant à l'ACOSS » obtenues après validation du codique du poste, au moyen de l'option intitulée « cotis. sociales des coll. publiques (message Télémac) », permettent au comptable centralisateur :

- de saisir l'annonce de certaines recettes la veille de leur imputation dans les rubriques adéquates du message ACOSS ;

- de modifier éventuellement la situation du jour déjà saisie (option offerte jusqu'à 15h30, terme horaire de la vacation).

La grille intitulée « montant détaillé des recettes fiscales à règlement J+1 au profit de l'ACOSS » comprend au plus six catégories d'informations. Le profil du poste comptable détermine au cas par cas les conditions d'accès des utilisateurs à chacune de ces catégories de données.

- « Rubrique ALCO » (cotisations sur les alcools);
- « Rubrique COAL » (cotisations sur les alcools) ;
- « Rubrique TABA » (cotisations sur les tabacs) ;
- « Rubrique COSG » (part de la CSG versée à la CNAF et aux divers régimes d'assurance maladie) ;
- « Rubrique COEX » (part du prélèvement social de 2 % sur les produits de placement et revenus du patrimoine versée à la CNAVTS) ;
- « Rubrique COVM » (part du prélèvement social de 2 % sur les produits de placement et revenus du patrimoine versée à la CNAF).

Un modèle de grille de saisie est produit en annexe n° 19.

La grille intitulée « montant des cotisations sociales État à règlement J+1 » ne comprend qu'une catégorie d'information : « montant des cotisations sociales à règlement J+1 au compte de l'ACOSS ».

Un modèle de grille de saisie est produit en annexe n°20.

La date affichée est automatiquement celle de la journée courante. Elle ne peut pas faire l'objet de correction.

2.3.2. Rectification du message Télémac

Par rectification, il faut entendre la correction d'erreurs commises lors de la saisie de l'annonce des recettes appelées à impacter le jour ouvré suivant leur notification la subdivision territoriale du compte ACOSS, dans les conditions décrites plus haut.

Il s'agira le plus souvent d'erreurs constatées dans les montants indiqués dans la grille de saisie des informations, postérieurement à leur validation.

Ainsi, le comptable qui aura décelé, avant l'heure limite de validation du message « Télémac », fixée à 15h30, une ou plusieurs anomalies dans les montants affichés sur la grille, pourra procéder aux corrections nécessaires, par substitution de montants.

Dans ce cas précis, et selon la nature de la rectification apportée, il lui faudra indiquer dans la rubrique « Total crédit » le cumul des recettes corrigées du jour, dans le cadre de l'option intitulée « modification des données notifiées au titre de la journée courante ».

Aucune annonce rectificative des flux financiers, se rapportant à une journée antérieure, ou, à la journée courante au delà du terme de la vacation horaire, ne pourra être saisie dans l'application SAT.

Aussi, les comptables veilleront à apporter le plus grand soin au contrôle de la validité des données financières télétransmises.

2.4. TRAITEMENT PARTICULIER DES OPÉRATIONS EN RECETTES DES FINANCES

2.4.1. En Recettes des Finances non renouvelées gestionnaires d'une ligne territoriale de l'ACOSS

Ces postes comptables sont concernés essentiellement par le service des rubriques suivantes du message Télémac :

- la rubrique « COSG » ;
- la rubrique « COEX » ;
- la rubrique « COVM ».

2.4.2. En Recettes des Finances renouvelées gestionnaires d'une ligne territoriale de l'ACOSS

Les Recettes des Finances renouvelées ne sont pas, en pratique, concernées par le dispositif d'annonces Télémac, dans la mesure où l'essentiel des opérations appréhendées dans le message Télémac se dénouent dans les écritures des Trésoreries Générales.

2.4.3. Cas particulier du département de la Marne

Dans le département de la Marne, seule la Recette des Finances de Reims est gestionnaire d'une ligne territoriale de l'ACOSS.

Il appartiendra à ce poste comptable d'annoncer l'ensemble des recettes éligibles au message Télémac.

CHAPITRE 3

CONTRÔLE ET RESTITUTIONS DES INFORMATIONS

1. LE CONTRÔLE DES DONNÉES CENTRALISÉES QUOTIDIENNEMENT AU PLAN NATIONAL

Deux types de contrôle seront mis en œuvre au plan national :

- un contrôle quotidien des données retracées à la ligne « montant des cotisations sociales à règlement J+1 au compte de l'ACOSS » du message Télémac avec celles portées à la rubrique « COTG » du message ACOSS ; il s'agira en l'occurrence de rapprocher les éléments annoncés des mouvements réalisés.
- un rapprochement automatique mensuel de l'ensemble des données centralisées au moyen du message Télémac avec les opérations effectivement comptabilisées par l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale après agrégation des messages ACOSS notifiés par les comptables du Trésor.

Un bilan périodique sera établi pour mesurer la fréquence et l'importance des écarts constatés entre la prévision et la réalisation des mouvements financiers, par comptable gestionnaire d'une ligne territoriale de l'ACOSS.

2. RESTITUTIONS ET CONTRÔLE DES INFORMATIONS AU PLAN RÉGIONAL ET DÉPARTEMENTAL

2.1. EN TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE RÉGION

Les Trésoreries Générales de région seront destinataires quotidiennement des éditions suivantes :

- un bilan régional des mouvements annoncés dans le cadre du message Télémac ;
- un bilan départemental des mouvements annoncés par les services de la Trésorerie Générale de région.

L'ensemble de ces bilans seront conservés par le service de la Caisse des Dépôts et Consignations, pendant une année à compter de leur date d'édition. Au delà, ces documents seront détruits.

Un modèle de bilan régional est produit en annexe n°21.

2.2. EN TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE DÉPARTEMENT

Chaque Trésorerie Générale de département sera destinataire chaque jour d'un état de l'ensemble des mouvements annoncés dans les messages Télémac, par les services et les comptables habilités du département.

Naturellement, ces données devront être rapprochées des mouvements financiers exécutés, notifiés au jour le jour à l'ACOSS au moyen du message ACOSS.

L'ensemble des bilans départementaux édités par le département informatique sera conservé par le service de la Caisse des Dépôts et Consignations, pendant une année à compter de leur date de production. Au delà, ces documents seront détruits.

Un modèle de bilan départemental est produit en annexe n° 22.

2.2.1. Contrôle des lignes du message Télémac relatives au versement des cotisations sociales du secteur public

Dans l'attente de la connexion de l'ensemble des postes comptables au département informatique du Trésor, les données consolidées au plan départemental au titre du versement des cotisations du secteur public, et valorisées dans le message Télémac, seront nécessairement inférieures au montant total retracé à la rubrique « COTG » du message ACOSS.

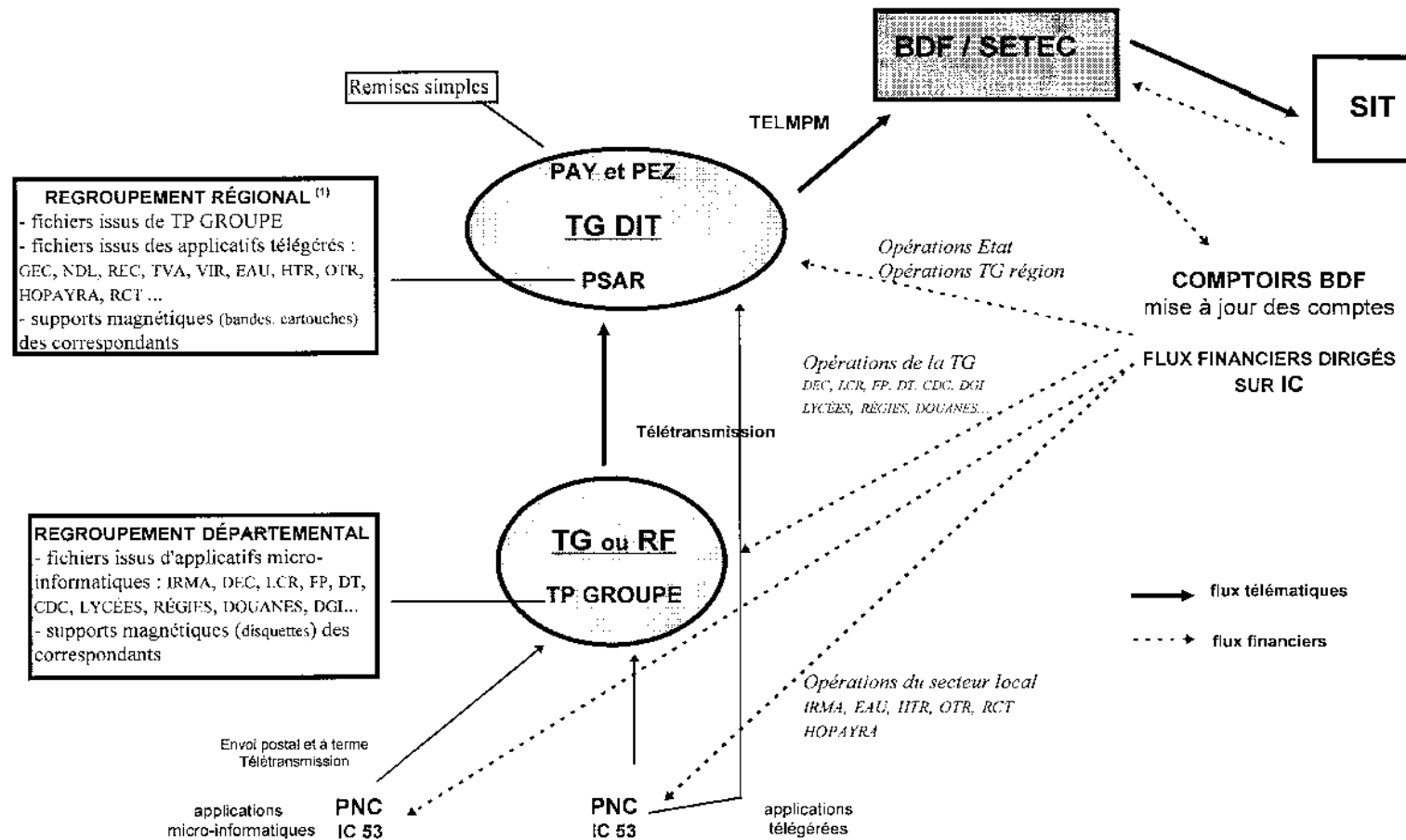
Dès lors que l'ensemble des postes comptables du département appelés à servir le message Télémac sera doté d'une connexion au département informatique, il devra y avoir une concordance entre les mouvements annoncés et les opérations effectivement retracées à la rubrique « COTG » du message ACOSS.

2.2.2. Contrôle des autres rubriques du message Télémac

Le service de la Caisse des Dépôts et Consignations s'assurera au quotidien de l'adéquation entre les mouvements annoncés aux lignes « COAL », « ALCO », « TABA », « COEX », « COVM » et « COSG » du message Télémac et les données effectivement retracées, à la même date de règlement, dans les rubriques du message ACOSS.

En cas de discordance, le service déterminera les raisons des écarts constatés, et prendra le cas échéant les mesures nécessaires pour pallier à l'avenir de nouvelles distorsions.

ANNEXE N° 1 : Modernisation des modalités d'échange des moyens de paiement automatisés : dissociation des flux télématiques et des flux comptables



(1) Les fichiers issus de la mensualisation de l'impôt (application MIN) continuent d'être remis à la BDF sous forme de supports magnétiques

ANNEXE N° 2 : Liste départementale de la codification des postes comptables

LISTE DÉPARTEMENTALE DE LA CODIFICATION DES POSTES COMPTABLES

DIT RENNES - APPLICATION SAT

DU FINISTERE - TRAITEMENT EN DATE DU : 10 FEVRIER 1999

	POSTE	PROFIL	GESTIONNAIRE DU MESSAGE SAT	GESTIONNAIRE DU MESSAGE TELEMAT
TRES. SAINT MARTIN DES	029106	4111111	OUI	OUI
R.F. QUIMPER	029200	3111111	OUI	NON

ANNEXE N° 3 : Notification directe au Bureau A1 de la Direction du Trésor des opérations de trésorerie de montant unitaire égal ou supérieur à 50 millions de francs



Poste comptable :

Codique :

Notification directe au Bureau A1 de la Direction du Trésor des opérations de trésorerie de montant unitaire égal ou supérieur à 50 millions de francs réputées impacter le compte courant de la banque de France au titre de la journée ouvrée suivante (MOUVEMENTS EXPRIMÉS EXCLUSIVEMENT EN FRANCS)

Règlement en date du : . . / . . /

(J J) / (M M) / (AAAA)

Fiche à communiquer au bureau A1 de la direction du Trésor avant 18H00

à l'un des numéros de télécopie suivants : 01.44.87.74.47 ou 01.53.18.36.93

émetteur du virement ²	code flux	montant du virement émis ³	établissement financier bénéficiaire du virement ⁴
..... g .....	.....
..... g .....	.....
..... g .....	.....
..... g .....	.....
..... g .....	.....
..... g .....	.....

**CUMUL DES OPÉRATIONS
DÉBITRICES INSCRITES SUR LA FICHE - TOUS
CODES FLUX CONFONDUS**

..... ,

² Indiquer l'identité du correspondant à l'origine du virement

³ Porter le montant du virement émis (exclusivement en francs)

⁴ Préciser l'établissement financier bénéficiaire du virement (exemple : Crédit Agricole ...)

ANNEXE N° 4 : Application SAT : transfert des informations à la Direction du Trésor

Transferts par les DIT des fichiers à Infocentre	N° ENVOI	TYPE DE FICHIER	Transferts par Infocentre des fichiers SAT à la Direction du Trésor
8H15	01	CEP - VIREMENTS ÉMIS RÈGLEMENT SIT À J	9H30
9H30	02	OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE TBF	10H30
10H30	03	OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE TBF	11H30
11H30	04	OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE TBF	12H30
12H30	05	OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE TBF	13H30
13H30	06	OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE TBF	14H30
17H00	07	<ul style="list-style-type: none"> - MESSAGE SAT (PSAR PAY PEZ MEN) - MESSAGE SAT (OPÉRATIONS NON DÉMAT : CHÈQUES...) - CEP RETOUR SIT (OPÉRATIONS À ÉCHÉANCES : PRÉLÈVEMENTS/LCR) - MESSAGE TELEMAT 	17H50

ANNEXE N° 5 : Délais horaires devant être respectés dans le cadre du dispositif d'annonces

1- Virement de gros montant et/ou urgent :

a) V.G.M. de montant unitaire égal ou supérieur à 50 millions de francs (ou 8 millions d'euros) à présenter à la Banque de France en J pour exécution :

EN J-1

- ◇ Communication de l'ordre de virement par le correspondant : ⇒ au plus tard à 16h00
- ◇ Notification du VGM par voie de télécopie au Bureau A1 de la Direction du Trésor : ⇒ au plus tard à 18h00

EN J

- ◇ Présentation du virement à la Banque de France pour exécution : ⇒ avant 11h00
- ◇ Intégration du virement dans les annonces du message SAT (module « notification des opérations de trésorerie des correspondants ») : ⇒ de 08h30 à 13h30

b) V.G.M. de montant unitaire compris entre 5 et 50 millions de francs (ou 1 et 8 millions d'euros) à présenter à la Banque de France en J pour exécution :

EN J

- ◇ Communication de l'ordre de virement par le correspondant : ⇒ avant 10h00
- ◇ Présentation du virement à la Banque de France pour exécution : ⇒ avant 11h00
- ◇ Intégration du virement dans les annonces du message SAT (module « notification des opérations de trésorerie des correspondants ») : ⇒ de 08h30 à 13h30

Remarque : au cas particulier où un correspondant demanderait, au titre de la journée courante, l'exécution d'une opération de trésorerie (virement de type VGM), d'un montant unitaire supérieur à 5 millions de francs (ou 1 million d'euros), et ce après l'heure de banque fixée à 10h00, l'exécution de ce mouvement sera directement subordonnée à un accord exprès du Bureau A1 de la Direction du Trésor.

2- Autres opérations non dématérialisées portées dans le message SAT de la journée courante (chèques, solde présumé de la compensation, ...) :

La validation de ces données financières doit intervenir au plus tard à 15h30.

SAISIE QUOTIDIENNE DES FLUX BDF AU 05/02/99

RESEAU DOUANES	Cheques superieurs a 50.000 FRF	572352,35
	Cheques inferieurs a 50.000 FRF	1250,00

POSTE : 056000 T.G. DU MORBIHAN

SAISIE QUOTIDIENNE DES FLUX BDF AU 05/02/99

S UITE)
R ETOUR)
A BANDON)

1 - RECETTES : CHEQUES REMIS A LA BDF

RESEAU TRESOR

- Impots	cheques superieurs a 50.000 FRF	.....	3500444,10
	cheques inferieurs a 50.000 FRF	.....	222221,33
- CEPL	cheques superieurs a 50.000 FRF	.....	45233457,20
	cheques inferieurs a 50.000 FRF	.....	36512,14
- Depots de Fonds	cheques superieurs a 50.000 FRF	.....	60000000,00
	cheques inferieurs a 50.000 FRF	.....
- Fonds Particuliers			
	cheques banc/CCP sur place libelles en FRANCS		
	cheques banc/CCP hors place libelles en FRANCS	.....	365478,50
	cheques banc/CCP sur/hors place libelles en EUROS	..	

PROFIL : 1111111

SAISIE QUOTIDIENNE DES FLUX BDF AU 05/02/99

```
S  UITE  )
R  ETOUR )
A  BANDON)
```

1 - RECETTES : CHEQUES REMIS A LA BDF

RESEAU PREPOSES CDC

- | | |
|---|------------------|
| - Cheques notaires/huissiers | |
| cheques banc/CCP sur place libelles en FRANCS | |
| cheques banc/CCP hors place libelles en FRANCS | 36215,00 |
| cheques banc/CCP sur/hors place libelles en EUROS | .. 236,54 |
| - Divers CDC hors ACOSS et notaires/huissiers | |
| cheques superieurs a 50.000 FRF | 1365444,00 |
| cheques inferieurs a 50.000 FRF | 236871,21 |

ATTENTION : montant(s) a convertir en FRF - L'avez-vous fait ? (O/N) :

S UITE)
R ETOUR)
A BANDON)

```
- Bande magnetique PRELEVEMENTS reglement en J+1 .....
-
-
```

2 - DEPENSES : AUTRES OPERATIONS

```
RESEAU TRESOR (FP/DT)
- Solde de compens. FP/CDC not-huiss (solde DEBITEUR) ...      2345879,45
- Bande magnetique VIREMENTS reglement en J+1 .....
-
RESEAU PREPOSES CDC
1 - DIVERS HORS ACOSS
- Bande magnetique VIREMENTS reglement en J+1 .....
-
2 - ACOSS
- Bande magnetique VIREMENTS reglement en J+1 .....
```

ANNEXE N° 6 (suite et fin)

SAT SYSTEME D'ANNONCE POUR LE TRESOR 05/02/19
POSTE : 056000 T.G. DU MORBIHAN PROFIL : 1111111

SAISIE QUOTIDIENNE DES FLUX BDF AU 05/02/99 R ETOUR)
A BANDON)

T O T A L C R E D I T : 112152582,40

T O T A L D E B I T : 2345879.45

```
S UITE )  
SAISIE QUOTIDIENNE DES FLUX BDF AU 09/02/99 R ETOUR )  
A BANDON)
```

RESEAU DOUANES	Cheques superieurs a 50.000 FRF	.....
	Cheques inferieurs a 50.000 FRF	.....

POSTE : 075000 R.G.FDE PARIS

SAISIE QUOTIDIENNE DES FLUX BDF AU 09/02/99

S UITE)
R ETOUR)
A BANDON)

1 - RECETTES : CHEQUES REMIS A LA BDF

RESEAU TRESOR

- Impots	cheques superieurs a 50.000 FRF	.....
	cheques inferieurs a 50.000 FRF	.....
- CEPL	cheques superieurs a 50.000 FRF	.....
	cheques inferieurs a 50.000 FRF	.....
- Depots de Fonds	cheques superieurs a 50.000 FRF	.....
	cheques inferieurs a 50.000 FRF	.....
- Fonds Particuliers		
	cheques banc/CCP sur place libelles en FRANCS	
	cheques banc/CCP hors place libelles en FRANCS	.....
	cheques banc/CCP sur/hors place libelles en EUROS	

S UITE)
R ETOUR)
A BANDON)

```

- Cheques notaires/huissiers
  cheques banc/CCP sur place libelles en FRANCS
  cheques banc/CCP hors place libelles en FRANCS .....
  cheques banc/CCP sur/hors place libelles en EUROS

- Divers CDC hors ACOSS et notaires/huissiers
  cheques superieurs a 50.000 FRF .....
  cheques inferieurs a 50.000 FRF .....

```

```

- Bande magnetique PRELEVEMENTS reglement en J+1 .....
-
-

```

2 - DEPENSES : AUTRES OPERATIONS

- Solde de compens. FP/CDC not-huiss (solde DEBITEUR)
- Bande magnetique VIREMENTS reglement en J+1

1 - DIVERS HORS ACOSS
- Bande magnetique VIREMENTS reglement en J+1

2 - ACOSS
- Bande magnetique VIREMENTS reglement en J+1

ANNEXE N° 7 (suite et fin)

SAT SYSTEME D'ANNONCE POUR LE TRESOR 09/02/19
POSTE : 075000 R.G.FDE PARIS PROFIL : 7111111

SAISIE QUOTIDIENNE DES FLUX BDF AU 09/02/99 R ETOUR)
A BANDON)

T O T A L C R E D I T :

T O T A L D E B I T :

ANNEXE N° 8 : Saisie des remises de chèques en poste comptable centralisateur

<u>Intitulés des zones de saisie</u>	<u>Remarques particulières</u>
<ul style="list-style-type: none"> • « Réseau DGI » ; • « Réseau Douanes » ; • « Réseau Trésor - Impôts » ; • « Réseau Trésor - CEPL » ; • « Réseau Trésor - Dépôts de Fonds » ; • « Réseau Préposés CDC - Divers CDC hors ACOSS et notaires / huissiers » ; 	<p><i>Dans chacune de ces catégories, les mouvements financiers sont répartis en deux rubriques distinctes :</i></p> <p>⇒ la ligne « chèques supérieurs à 50.000 Fcs » identifie les remises de chèques de montant unitaire égal ou supérieur à 50.000 Fcs ;</p> <p>⇒ la ligne « chèques inférieurs à 50.000 Fcs » identifie les remises de chèques de montant unitaire inférieur à 50.000 Fcs.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • « Réseau Trésor - Fonds Particuliers -chèques banc/ccp sur place libellés en francs » ; • « Réseau préposés CDC - chèques notaires/huissiers -chèques banc/ccp sur place libellés en francs » ; 	<p><i>Ces deux rubriques identifient les chèques libellés en francs à encaisser sur la place départementale de compensation au titre de la clientèle des Fonds Particuliers ou des Notaires et Huissiers. Ces rubriques ne sont pas accessibles aux postes comptables présents en chambre de compensation.</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> • « Réseau Trésor - Fonds Particuliers -chèques banc/ccp hors place libellés en francs » ; • « Réseau préposés CDC - chèques notaires/huissiers -chèques banc/ccp hors place libellés en francs » ; 	<p><i>Ces deux rubriques identifient les chèques libellés en francs à encaisser hors la place de compensation soit au titre de la clientèle des Fonds Particuliers ou des Notaires et Huissiers</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> • « Réseau Trésor - Fonds Particuliers -chèques banc/ccp sur/hors place libellés en euros » ; • « Réseau préposés CDC - chèques notaires/huissiers -chèques banc/ccp sur/hors place libellés en euros » ; 	<p><i>Ces deux rubriques identifient les chèques libellés en euros sur place ou hors place remis à la Banque de France pour encaissement, au titre de la clientèle des Fonds Particuliers ou des Notaires et Huissiers. Il est à noter que le montant inscrit dans la rubrique doit être porté en francs.</i></p>

OPERATIONS DE TRESORERIE DES CORRESPONDANTS - TBF
EN DATE DU 23/06/99

- CEPL	6500000,00
- FONDS PARTICULIERS	
- DEPOTS DE FONDS	8750000,00
- CDC (HORS ACOSS)	23000000,00

- VIREMENTS DE GROS MONTANTS - ETAT 90000000,00

COMPTABILITÉ PUBLIQUE

POSTE : 035000 T.G. D'ILLE-ET-VILAINE PROFIL : 1111111

OPERATIONS DE TRESORERIE DES CORRESPONDANTS - TBF
EN DATE DU 23/06/99

1 - CORRESPONDANTS DU TRESOR (SAUF ACOSS)

- ```

- CEPL ?
- FONDS PARTICULIERS
- DEPOTS DE FONDS ?
- CDC (HORS ACROSS) ?

```

2 - ETAT

- VIREMENTS DE GROS MONTANTS - ETAT ..... ?

VEUILLEZ RESAISIR LE(S) MONTANT(S) MODIFIE(S)

POSTE : 035000 T.G. D'ILLE-ET-VILAINE                      PROFIL : 1111111

OPERATIONS DE TRESORERIE DES CORRESPONDANTS - TBF  
EN DATE DU 23/06/99

## 1 - CORRESPONDANTS DU TRESOR (SAUF ACOSS)

|                          |            |
|--------------------------|------------|
| - CEPL .....             | 6500000,00 |
| - FONDS PARTICULIERS     |            |
| - DEPOTS DE FONDS .....  | 8750000,00 |
| - CDC (HORS ACOSS) ..... | ?          |

2 - ETAT

- VIREMENTS DE GROS MONTANTS - ETAT ..... ?

VEUILLEZ RESAISIR LE(S) MONTANT(S) MODIFIE(S)

SAISIE QUOTIDIENNE DES FLUX BDF AU 05/02/99

S UITE )  
R ETOUR )  
A BANDON)

|                      |                                                   |       |            |
|----------------------|---------------------------------------------------|-------|------------|
| - Impots             | cheques superieurs a 50.000 FRF                   |       |            |
|                      | cheques inferieurs a 50.000 FRF                   |       |            |
| - CEPL               | cheques superieurs a 50.000 FRF                   | ..... | 2650000,00 |
|                      | cheques inferieurs a 50.000 FRF                   | ..... | 65987,53   |
| - Depots de Fonds    | cheques superieurs a 50.000 FRF                   | ..... |            |
|                      | cheques inferieurs a 50.000 FRF                   | ..... |            |
| - Fonds Particuliers |                                                   |       |            |
|                      | cheques banc/CCP sur place libelles en FRANCS     |       |            |
|                      | cheques banc/CCP hors place libelles en FRANCS    |       |            |
|                      | cheques banc/CCP sur/hors place libelles en EUROS |       |            |

```
S UITE)
R ETOUR)
A BANDON)
```

```

- Cheques notaires/huissiers
 cheques banc/CCP sur place libelles en FRANCS
 cheques banc/CCP hors place libelles en FRANCS
 cheques banc/CCP sur/hors place libelles en EUROS

- Divers CDC hors ACOSS et notaires/huissiers
 cheques superieurs a 50.000 FRF
 cheques inferieurs a 50.000 FRF

```

T O T A L     D E B I T                 :         0,00



PROFIL : 3111111

S UITE )  
R ETOUR )  
A BANDON)

|                      |                                                   |                 |
|----------------------|---------------------------------------------------|-----------------|
| - Impots             | cheques superieurs a 50.000 FRF                   |                 |
|                      | cheques inferieurs a 50.000 FRF                   |                 |
| - CEPL               | cheques superieurs a 50.000 FRF                   |                 |
|                      | cheques inferieurs a 50.000 FRF                   |                 |
| - Depots de Fonds    | cheques superieurs a 50.000 FRF                   | ..... 100000,00 |
|                      | cheques inferieurs a 50.000 FRF                   | ..... 23000,00  |
| - Fonds Particuliers |                                                   |                 |
|                      | cheques banc/CCP sur place libelles en FRANCS     |                 |
|                      | cheques banc/CCP hors place libelles en FRANCS    | ..... 36666,22  |
|                      | cheques banc/CCP sur/hors place libelles en EUROS | ..              |

PROFIL : 3111111

```

S UITE)
R ETOUR)
A BANDON)

```

RESEAU PREPOSES CDC

- ```

- Cheques notaires/huissiers
  cheques banc/CCP sur place libelles en FRANCS
  cheques banc/CCP hors place libelles en FRANCS ..... 365,00
  cheques banc/CCP sur/hors place libelles en EUROS ..

- Divers CDC hors ACOSS et notaires/huissiers
  cheques superieurs a 50.000 FRF ..... 130000,00
  cheques inferieurs a 50.000 FRF ..... 41000,00

```

PROFIL : 3111111

S UITE)
R ETOUR)
A BANDON)

RESEAU TRESOR (FP/DT)

- ```
- Solde de compens. FP/CDC not-huiss (solde crediteur) ..
- Bande magnetique PRELEVEMENTS reglement en J+1
```

RESEAU PREPOSES CDC

- Bande magnetique PRELEVEMENTS reglement en J+1 .....

[illegible]

2 - ACOSS  
- Bande magnetique VIREMENTS reglement en J+1 .....

T O T A L     D E B I T            :     1255111,46

## ANNEXE N° 12 : Synthèse régionale des mouvements BDF - Message SAT

## SYNTHESE REGIONALE DES MOUVEMENTS BDF - MESSAGE SAT

| DATE DE REGLEMENT | BRETAGNE |                | DU 08 FEVRIER 1999 | DEPENSES |
|-------------------|----------|----------------|--------------------|----------|
|                   | FLUX     | RECETTES       |                    |          |
| 09021999          | 50       | 3 845 921,33   |                    | 0,00     |
| 10021999          | 50       | 7 564 635,96   |                    | 0,00     |
| 09021999          | 51       | 5 103 179,00   |                    | 0,00     |
| 10021999          | 51       | 5 747 694,61   |                    | 0,00     |
| 09021999          | 53       | 376 853 306,88 |                    | 0,00     |
| 10021999          | 53       | 15 956 255,40  |                    | 0,00     |
| 09021999          | 54       | 616 214,59     | 30 258 547,43      |          |
| 10021999          | 54       | 2 659 944,37   |                    | 0,00     |
| 12021999          | 54       | 173 998,13     |                    | 0,00     |
| 09021999          | 55       | 1 077 523,31   |                    | 0,00     |
| 10021999          | 55       | 1 217 005,83   |                    | 0,00     |
| 12021999          | 55       | 11 277 244,49  |                    | 0,00     |

## ANNEXE N° 13 : Bilan départemental des mouvements BDF - Message SAT

ETAT RECAPITULATIF DES MOUVEMENTS BDF NOTIFIES AU MOYEN DU MESSAGE SAT  
MESSAGE SAT

DIT RENNES - APPLICATION SAT

DES COTES-D'ARMOR - TRAITEMENT EN DATE DU : 08 FEVRIER 1999

| DATE DE REGLEMENT | CODE FLUX | NATURE                                   | POSTE  | RECETTES     | DEPENSE      |
|-------------------|-----------|------------------------------------------|--------|--------------|--------------|
| 09021999          | 51        | CHEQUES DGI > 50000F                     | 022000 | 900 382,00   | 0,00         |
| 09021999          | 53        | CHEQUES CEPL > 50000F                    | 022000 | 1 071 176,25 | 0,00         |
| 09021999          | 54        | CHEQUES DEPOT AU TRESOR > 50000F         | 022000 | 518 192,66   | 0,00         |
| 09021999          | 54        | RESEAU TRESOR/REGLEMENT COMPENSATION DEB | 022000 | 0,00         | 8 103 960,66 |
| 09021999          | 55        | DIVERS CDC HORS ACOSS > 50000F           | 022000 | 818 523,31   | 0,00         |
|                   |           |                                          |        | 3 308 274,22 | 8 103 960,66 |

## ANNEXE N° 13 (suite et fin)

## SYNTHESE DEPARTEMENTALE DES MOUVEMENTS BDF - MESSAGE SAT

| DES COTES D'ARMOR |      | DU 08 FEVRIER 1999 |              |
|-------------------|------|--------------------|--------------|
| DATE DE REGLEMENT | FLUX | RECETTES           | DEPENSES     |
| 09021999          | 50   | 575 961,00         | 0,00         |
| 10021999          | 50   | 594 375,89         | 0,00         |
| 09021999          | 51   | 900 382,00         | 0,00         |
| 10021999          | 51   | 855 192,90         | 0,00         |
| 09021999          | 53   | 87 921 939,63      | 0,00         |
| 10021999          | 53   | 5 201 016,76       | 0,00         |
| 09021999          | 54   | 518 192,66         | 8 103 960,66 |
| 10021999          | 54   | 391 117,08         | 0,00         |
| 12021999          | 54   | 35 633,14          | 0,00         |
| 09021999          | 55   | 818 523,31         | 0,00         |
| 10021999          | 55   | 1 020 748,95       | 0,00         |
| 12021999          | 55   | 3 106 646,00       | 0,00         |



## ANNEXE N° 14 : Liste départementale des postes comptables absents

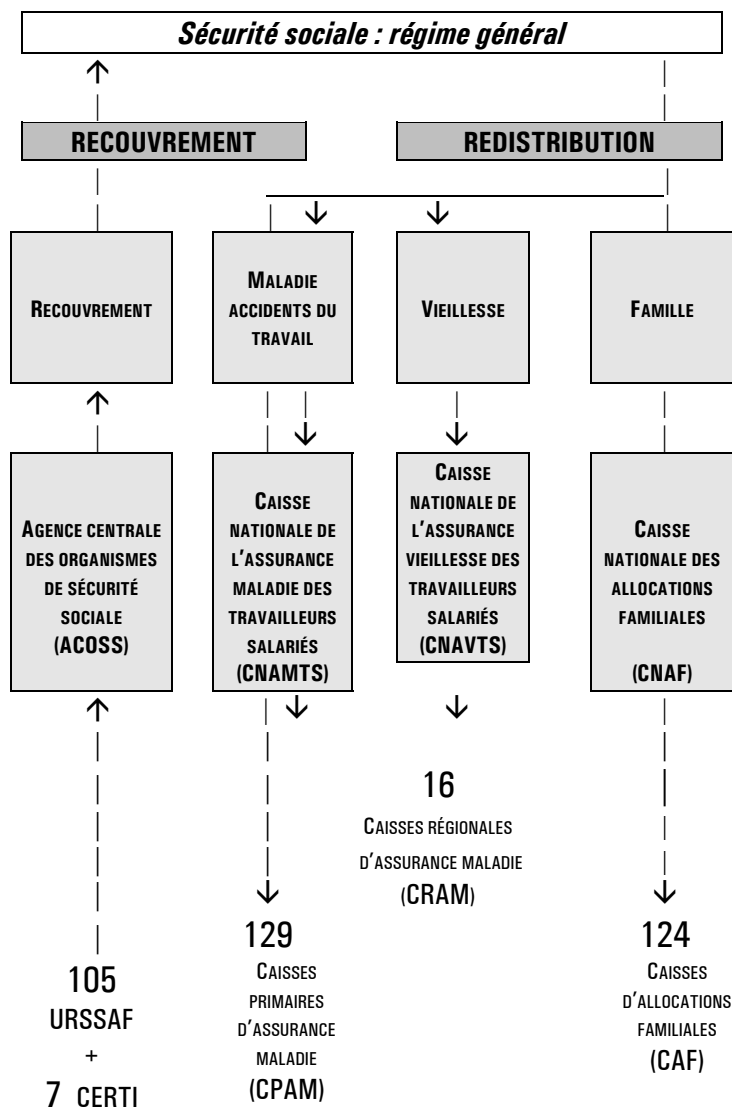
## LISTE DÉPARTEMENTALE DES POSTES COMPTABLES ABSENTS

DIT RENNES - APPLICATION SAT

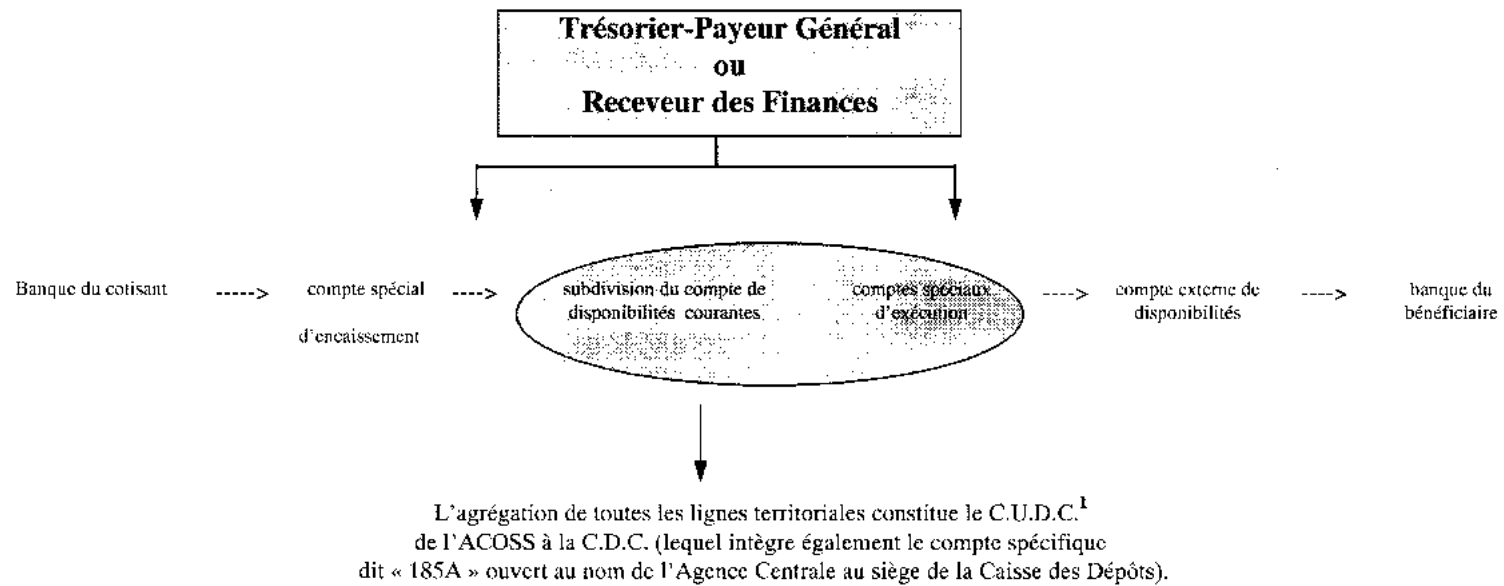
DES CÔTES-D'ARMOR - TRAITEMENT EN DATE DU : 08 FEVRIER 1999

| POSTE  | PROFIL  | GESTIONNAIRE DU MESSAGE SAT | GESTIONNAIRE DU MESSAGE TELEMAT |
|--------|---------|-----------------------------|---------------------------------|
| 022000 | 1111111 | OUI                         | OUI                             |

## ANNEXE N° 15 : Régime général de Sécurité sociale : une organisation verticale

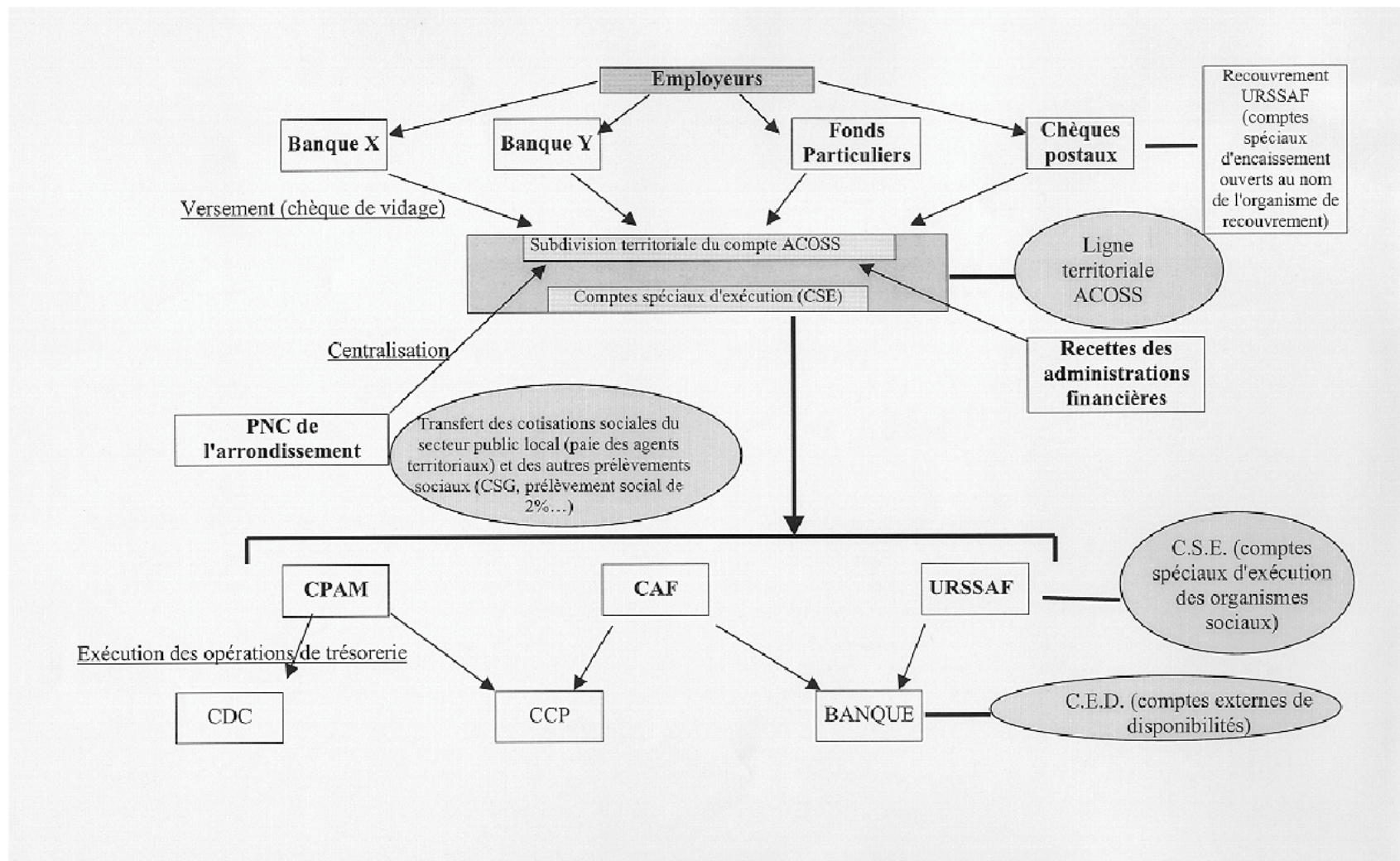


## ANNEXE N° 16 : Organisation schématique d'une ligne territoriale du compte unique de disponibilités courantes de l'ACOSS



<sup>1</sup> Compte unique de disponibilités courantes de l'ACOSS à la Caisse des Dépôts et Consignations

## ANNEXE N° 17 : Mouvements financiers affectant la tenue d'une ligne territoriale ACOSS en Trésorerie Générale



PROFIL : 4311111

```

1 - MOUVEMENTS BDF (MESSAGE SAT)
2 - COTIS. SOCIALES DES COLL. PUBLIQUES (MESSAGE TELEMAT)
F - FIN DE LA TRANSACTION

```

ENTRER UN CHOIX : 2

## ANNEXE N° 18 (suite)

SAT                                      SYSTEME D'ANNONCE POUR LE TRESOR                                      05/02/19  
POSTE : 056019 TRES.VANNES MUNICIPALE                                      PROFIL : 4311111

COTISATIONS SOCIALES DU SECTEUR PUBLIC  
RECETTES FISCALES REVENANT A L'ACOSS

- 1 - BORDEREAUX RECAPITULATIFS DES COTISATIONS (URSSAF) - CEPL
- 2 - VERSEMENT DES COTISATIONS SOCIALES - ETAT ET BUDGETS ANNEXES
- 3 - RECETTES FISCALES REVENANT A L'ACOSS
- F - FIN DE LA TRANSACTION

ENTRER UN CHOIX : 1

## ANNEXE N° 18 (suite)

SAT SYSTEME D'ANNONCE POUR LE TRESOR 05/02/19

POSTE : 056019 TRES.VANNES MUNICIPALE PROFIL : 4311111

## BORDEREAUX RECAPITULATIFS DES COTISATIONS (URSSAF) - CEPL

- 1 - BORDEREAU RECAPITULATIF DES COTISATIONS (URSSAF)  
Transfert au comptable superieur gestionnaire de la ligne  
territoriale ACOSS
- 2 - MODIFICATION DONNEES NOTIFIEES AU TITRE DE LA JOURNEE COURANTE
- 3 - CONSULTATION DE LA JOURNEE COURANTE ET DES JOURNEES ANTERIEURES
- F - FIN DE LA TRANSACTION

ENTRER UN CHOIX : 1

POSTE : 056019 TRES.VANNES MUNICIPALE                      PROFIL : 4311111

BORDEREAU RECAPITULATIF DES COTISATIONS (URSSAF)  
EN DATE DU 05/02/99

S UITE )  
R ETOUR )  
A BANDON)

|                                                                                                                                     |           |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----|
| MONTANT DES COTISATIONS URSSAF TRANSFEREES<br>AU COMPTABLE SUPERIEUR DU TRESOR GESTIONNAIRE<br>DE LA LIGNE TERRITORIALE ACOSS ..... | 256888,26 | FR |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----|





BORDEREAU RECAPITULATIF DES COTISATIONS (URSSAF)  
EN DATE DU 05/02/99

|                                                                                                                                     |           |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----|
| MONTANT DES COTISATIONS URSSAF TRANSFEREES<br>AU COMPTABLE SUPERIEUR DU TRESOR GESTIONNAIRE<br>DE LA LIGNE TERRITORIALE ACOSS ..... | 256888,26 | FR |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----|

VEUILLEZ RESAISIR LE (S) MONTANT (S) MODIFIE (S)

MENU GENERAL S.A.T.

- ENTRER UN CHOIX : 2

05/02/19

PROFIL : 1112111

## RECETTES FISCALES REVENANT A L'ACOSS

- ```

1  - BORDEREaux RECAPITULATIFS DES COTISATIONS (URSSAF) - CEPL
2  - VERSEMENT DES COTISATIONS SOCIALES - ETAT ET BUDGETS ANNEXES
3  - RECETTES FISCALES REVENANT A L'ACOSS
F  - FIN DE LA TRANSACTION

```

ENTRER UN CHOIX : 3

ANNEXE N° 19 (suite)

SAT SYSTEME D'ANNONCE POUR LE TRESOR 05/02/19
POSTE : 059000 T.G. DU NORD PROFIL : 1112111

RECETTES FISCALES REVENANT A L'ACOSS

- 1 - MONTANT DETAILLE DES RECETTES FISCALES A REGLEMENT J + 1
AU PROFIT DE L'ACOSS
- 2 - MODIFICATION DONNEES NOTIFIEES AU TITRE DE LA JOURNEE COURANTE
- 3 - CONSULTATION DE LA JOURNEE COURANTE ET DES JOURNEES ANTERIEURES
- F - FIN DE LA TRANSACTION

ENTRER UN CHOIX : 1

05/02/19

PROFIL : 1112111

```
S  UITE  )
R  ETOUR )
A  BANDON)
```

RUBRIQUE	TABA	.....	236555,23	FRF
RUBRIQUE	COAL	.....	122333,41	FRF
RUBRIQUE	COSG	.....	5621111,32	FRF
RUBRIQUE	COEX	.....	21555,25	FRF
RUBRIQUE	ALCO	.....	360100,00	FRF
RUBRIQUE	COVM	.....	21555,25	FRF

VEUILLEZ RESAISIR LE(S) MONTANT(S) MODIFIE(S)

RECETTES FISCALES REVENANT A L'ACOSS
EN DATE DU 05/02/99

RUBRIQUE	TABA	..... ?	FRF
RUBRIQUE	COAL	..... ?	FRF
RUBRIQUE	COSG	..... ?	FRF
RUBRIQUE	COEX	..... ?	FRF
RUBRIQUE	ALCO	..... ?	FRF
RUBRIQUE	COVM	..... ?	FRF

COMPTABILITÉ PUBLIQUE

RECETTES FISCALES REVENANT A L'ACOSS
EN DATE DU 05/02/99

S UITE)
R ETOUR)
A BANDON)

RUBRIQUE	TABA	.....	236555,23	FRF
RUBRIQUE	COAL	.....	122333,41	FRF
RUBRIQUE	COSG	.....	?	FRF
RUBRIQUE	COEX	.....	?	FRF
RUBRIQUE	ALCO	.....	?	FRF
RUBRIQUE	COVM	.....	?	FRF

VEUILLEZ RESAISIR LE(S) MONTANT(S) MODIFIE(S)

ANNEXE N° 20 : Grille de saisie des cotisations sociales de l'Etat employeur en Trésorerie
Générale

SAT SYSTEME D'ANNONCE POUR LE TRESOR 05/02/19

POSTE : 059000 T.G. DU NORD PROFIL : 1112111

MENU GENERAL S.A.T.

- 1 - MOUVEMENTS BDF (MESSAGE SAT)
- 2 - COTIS. SOCIALES DES COLL. PUBLIQUES (MESSAGE TELEMAT)
- F - FIN DE LA TRANSACTION

ENTRER UN CHOIX : 2

ANNEXE N° 20 (suite)

SAT SYSTEME D'ANNONCE POUR LE TRESOR 05/02/19
POSTE : 059000 T.G. DU NORD PROFIL : 1112111

COTISATIONS SOCIALES DU SECTEUR PUBLIC
RECETTES FISCALES REVENANT A L'ACOSS

- 1 - BORDEREAUX RECAPITULATIFS DES COTISATIONS (URSSAF) - CEPL
- 2 - VERSEMENT DES COTISATIONS SOCIALES - ETAT ET BUDGETS ANNEXES
- 3 - RECETTES FISCALES REVENANT A L'ACOSS
- F - FIN DE LA TRANSACTION

ENTRER UN CHOIX : 2

ANNEXE N° 20 (suite)

SAT SYSTEME D'ANNONCE POUR LE TRESOR 05/02/19
POSTE : 059000 T.G. DU NORD PROFIL : 1112111

VERSEMENT DES COTISATIONS SOCIALES
BUDGET DE L'ETAT ET BUDGETS ANNEXES

- 1 - MONTANT DES COTISATIONS SOCIALES ETAT A REGLEMENT J + 1
AU PROFIT DE L'ACOSS
- 2 - MODIFICATION DONNEES NOTIFIEES AU TITRE DE LA JOURNEE COURANTE
- 3 - CONSULTATION DE LA JOURNEE COURANTE ET DES JOURNEES ANTERIEURES
- F - FIN DE LA TRANSACTION

ENTRER UN CHOIX : 1

POSTE : 059000 T.G. DU NORD

MONTANT DES COTISATIONS SOCIALES A REGLEMENT J + 1
AU COMPTE DE L'ACOSS 560000000,00 FR

POSTE : 059000 T.G. DU NORD

VERSEMENT DES COTISATIONS SOCIALES S UITE)
BUDGET DE L'ETAT ET BUDGETS ANNEXES R ETOUR)
EN DATE DU 05/02/99 A BANDON)

MONTANT DES COTISATIONS SOCIALES A REGLEMENT J + 1
AU COMPTE DE L'ACOSS ? FR

VEUILLEZ RESAISIR LE(S) MONTANT(S) MODIFIE(S)

PROFIL : 1112111

MONTANT DES COTISATIONS SOCIALES A REGLEMENT J + 1
AU COMPTE DE L'ACOSS 560000000,00 FR

COMPTABILITÉ PUBLIQUE

ANNEXE N° 21 : Synthèse régionale des mouvements notifiés à l'ACOSS - Message Télémac

BILAN RÉGIONAL DES MOUVEMENTS NOTIFIÉS À L'ACOSS
AU TITRE DES COTISATIONS SOCIALES
MESSAGE TELEMAT

DIT RENNES	-	EN DATE DU : 12 FEVRIER 1999	
DATE DE CREDIT	NATURE	POSTE	RECETTES ATTENDUES
15021999	COTG	035000	10 000 000,00
		S/TOTAL L.T. 0350	10 000 000,00
		029000	8 000 000,00
		029005	2 550 000,00
		S/TOTAL L.T. 0290	10 550 000,00
1- TOTAL régional des cotisations sociales etat et cepl			20 550 000,00

ANNEXE N° 21 (suite et fin)

BILAN RÉGIONAL DES MOUVEMENTS NOTIFIÉS À L'ACOSS
AU TITRE DES COTISATIONS SOCIALES
MESSAGE TELEMAT

DIT RENNES - EN DATE DU : 12 FEVRIER 1999

DATE DE CREDIT	NATURE	POSTE	RECETTES ATTENDUES
15021999	COAL	035000	10 878 922,00
		S/TOTAL L.T. 0350	10 878 922,00
15021999		056000	3 000 000,00
		S/TOTAL L.T. 0560	3 000 000,00
15021999	COSG	035000	1 000 000,00
		S/TOTAL L.T. 0350	1 000 000,00
2- TOTAL régional des recettes fiscales :			14 878 922,00

ANNEXE N° 22 : Synthèse départementale des mouvements notifiés à l'ACOSS - Message Télémac

SYNTHÈSE DÉPARTEMENTALE DES MOUVEMENTS NOTIFIÉS À L'ACOSS
AU TITRE DES COTISATIONS SOCIALES
MESSAGE TELEMAT

DIT RENNES - DES CÔTES-D'ARMOR - EN DATE DU : 08 FEVRIER 1999

DATE DE CREDIT	NATURE	POSTE	RECETTES ATTENDUES
09021999	COTG	022000	681 050,34
		S/TOTAL L.T. 0220	681 050,34
1- TOTAL COTISATIONS SOCIALES ETAT ET CEPL (COTG)			681 050,34

ANNEXE N° 22 (suite et fin)

SYNTHÈSE DÉPARTEMENTALE DES MOUVEMENTS NOTIFIÉS À L'ACOSS
AU TITRE DES RECETTES FISCALES
MESSAGE TELEMAT

DIT RENNES	-	D'ILLE-ET-VILAINE	-	EN DATE DU : 10 FEVRIER 1999	
DATE DE CREDIT		NATURE		POSTE	RECETTES ATTENDUES
10021999		COTG		035000	11 877 645,00
10021999		ALCO		035000	36 355 867,00
				S/TOTAL L.T. 0350	48 233 512,00
1- TOTAL GENERAL DES RECETTES FISCALES :					48 233 512,00

Directeur de la publication :

Jean BASSERES

Impression : Imprimerie Nationale
27, rue de la Convention – 75732 PARIS CEDEX

ISSN : 0984 9114